
CONSEIL MUNICIPAL DE RAMONVILLE SAINT-AGNE

PROCÈS-VERBAL

Séance du Jeudi 30 juin 2022

Le jeudi trente juin deux mille vingt deux, le conseil municipal de la commune de Ramonville Saint-Agne s'est réuni en séance publique à 20h30, au lieu ordinaire de ses séances, conformément à la loi n°2021-1465 du 10 novembre 2021 portant diverses dispositions de vigilance sanitaire, après convocation légale et affichage du 24 juin, sous la présidence de Monsieur Christophe LUBAC, Maire.

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, **Monsieur Pablo ARCE** est nommé secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Nombre de Conseillers

En exercice :.....33
Présents :.....27
Représentés :.....3
Absents :.....3

Présents

Christophe LUBAC, Marie-Pierre DOSTE, Pablo ARCE, Marie-Pierre GLEIZES, Bernard PASSERIEU, Céline CIERLAK-SINDOU, Alain CARRAL, Véronique BLANSTIER, Christophe ROUSSILLON, Claude GRIET, Pierre-Yves SCHANEN, Divine NSIMBA-LUMPUNI, Laurent SANCHOU, Christine AROD, Georges BRONDINO, Estelle CROS, Camille DEGLAND, Karim BAAZIZI, Marie-Laurence BIGARD, Philippe PIQUÉ, Sylvie BROT, Jürgen KNÖDLSIEDER, Marie-Annick VASSAL, Denis LAPEYRE, Françoise MARY, Jean-Luc PALÉVODY et Laure TACHOIRES.

Date et Affichage de la convocation :
Le 24 juin 2022

Absents excusés ayant donné procuration

Pascale MATON a donné procuration à Pablo ARCE
Hugues CASSÉ a donné procuration à Marie-Pierre GLEIZES
Rosita DABERNAT a donné procuration à Marie-Pierre DOSTE

Membres excusés et non représentés par pouvoir

Henri AREVALO, Karin PERES et Jean-Marc DENJEAN

Début de séance : 20h30

Fin de séance : 22h10

M. LE MAIRE ouvre la séance du conseil municipal, salue et remercie les membres présents. Il fait l'appel, arrête ainsi le nombre des conseillers présents, constate le quorum (en application de l'article 10 de la loi n°2021-1465 du 10 novembre 2021, le quorum est atteint lorsque le tiers des membres en exercice est présent, soit 11 personnes), le nombre de pouvoirs, le nombre de votants et le nombre d'absents.

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, il invite ensuite le conseil à nommer celui de ses membres qui doit remplir les fonctions de secrétaire. **Monsieur Pablo ARCE est désigné secrétaire de séance**, et ceci à l'unanimité des membres présents.

M. LE MAIRE soumet à l'approbation du Conseil Municipal, le procès-verbal de la séance du 19 mai 2022.

Mme BROT souhaite apporter deux modifications sur ce procès-verbal :
La nouvelle rédaction est la suivante :

- Pages 3 et 4 : « Enfin, M. LE MAIRE signale que suite à la motion « Solidarité internationale en direction du peuple ukrainien » présentée en conseil municipal le 31 mars dernier, le groupe Ramonville et vous a déposé, dans les temps impartis, une question orale. **(suppression du reste du paragraphe)**

Mme BROT signale que le point sur l'Ukraine correspond à ~~une~~ **sa** question orale pour laquelle un accusé de réception aurait dû être transmis et ne l'a pas été. »

- Page 15 : Par ailleurs, afin de faciliter une meilleure compréhension et une meilleure prévision du budget de l'année suivante, **Mme VASSAL rappelle que Mme BROT a déjà proposé** en commission de présenter dès l'année prochaine et simultanément le compte administratif 2022 avec le budget primitif de 2023. »

Mme MARY indique qu'elle s'abstient, car elle ne vote pas les comptes rendus. Elle rappelle qu'elle avait proposé qu'ils soient réalisés par une personne extérieure au conseil municipal afin de respecter le cadre de l'impartialité et de l'intérêt général.

M. LE MAIRE insiste sur le fait que le point a trait à l'approbation du procès-verbal : il précise qu'il enregistre son vote.

Il n'y a pas d'autre observation. Le procès-verbal est donc adopté À L'UNANIMITÉ par les conseillers municipaux présents lors de la séance.

M. LE MAIRE explique que 30 à 40 caravanes s'étaient installées le 28 juin sur le complexe sportif Léon Blum et que les personnes avaient indiqué qu'elles partiraient le 10 juillet. Il souligne que ce grand passage était annoncé initialement à Auterive, mais qu'il s'est finalement installé sur la commune. Il précise que la Ville est entrée en discussion avec ces personnes et qu'elle a enclenché les démarches nécessaires auprès du Préfet : l'ensemble des éléments de facturation liés aux dégradations et aux consommations de fluides lui sera transmis. Il rappelle que le Sicoval respecte le cadre départemental de l'accueil des gens du voyage, notamment avec la présence d'une aire de grand passage, qui est actuellement vide. Il estime qu'il est normal que l'État puisse dédommager les collectivités, dans la mesure où elles respectent la loi. Il ajoute qu'un bilan des dégradations sera présenté au conseil municipal, lorsqu'il sera prêt.

M. LE MAIRE rappelle ensuite que deux familles ukrainiennes sont hébergées dans des logements appartenant à la commune. Il indique que la Ville a sollicité les services de l'État et du Département, particulièrement sur la question de l'accompagnement social, et qu'elle a effectué l'ensemble des démarches auprès des établissements scolaires. Il signale que les enfants ont été scolarisés le 30 mai et que les lycéens le seront à la rentrée. Il ajoute que l'association *Amitié Solidarité* s'est proposée pour donner des cours de français : il la remercie pour cette action.

M. LE MAIRE souligne par ailleurs que le tableau distribué en séance aux présidents de groupe concernant la délibération n° 3 a trait aux aides apportées à l'association *Regards* et qu'elle fait suite à une question posée en conférence des présidents.

S'agissant de la question orale déposée par le groupe Ramonville et vous et relative à la «Demande de communication du protocole d'accueil des élèves sourds inscrits dans le dispositif bilingue LSF/Français», il signale que Mme BROT a été destinataire du document administratif lié à la convention avec l'Éducation nationale. Il félicite enfin Mme ARRIGHI, nouvelle députée de la circonscription, pour son élection et lui souhaite un bon début à l'Assemblée nationale.

ORDRE DU JOUR

- 1. Renouvellement du Projet Éducatif de Territoire années 2022-2025**
- 2. Travaux de rénovation, extension et restructuration, du groupe scolaire Jean Jaurès : Programme**
- 3. Principe de prise en régie directe de la ludothèque par la commune**
- 4. Convention avec l'association HAMAP humanitaire pour l'assistance à maîtrise d'ouvrage et l'aide au pilotage de la coopération décentralisée engagée par la commune sur la période 2022-2025**
- 5. Convention triennale de coopération décentralisée à conclure avec la commune avec de Melloulèche en Tunisie**
- 6. Versement de subvention à l'association HAMAP humanitaire dans le cadre de la Coopération décentralisée avec la commune de Melloulèche**
- 7. Adhésion à l'association Cités Unies France (CUF)**
- 8. Adhésion au réseau francophone des villes amies des aînés (RFVAA)**
- 9. Attribution de compensation 2022**
- 10. Décision modificative n°1 du budget principal 2022**
- 11. Fixation des tarifs municipaux 2022/2023**
- 12. Garantie d'emprunt à la SA HLM les Chalets pour un prêt destiné au financement de l'opération de la construction de 16 logements situés rue Victor Hugo, « Florales 3 » à Ramonville Saint-Agne**
- 13. Information relative au jury de concours pour la maîtrise d'œuvre pour la rénovation, l'extension et la restructuration du groupe scolaire Jean Jaurès**
- 14. Centre social : Organisation du voyage senior 2022 – Établissement des conventions avec l'ANCV et l'organisme chargé de l'hébergement**
- 15. Désaffectation, Déclassement du domaine public et cession des parcelles cadastrées section AP 65 et 69 situées au 3 rue de Catalogne**
- 16. Cession (partielle) de la parcelle cadastrée section AP 69 située au 3 rue de Catalogne correspondant à l'accès existant**
- 17. Convention à conclure avec le Sicoval et le Conseil départemental pour l'aménagement d'une piste cyclable chemin de Negret**
- 18. Création d'un GIE entre les entreprises publiques locales du Sicoval (VALCOSEM, la SPL Enova Aménagement et la SPL Enova Evènements)**
- 19. Création-suppression d'un poste d'agent d'accueil/officier d'état civil**
- 20. Remplacement d'un représentant de la commune au sein du conseil d'administration de**

l'association ARTO

21. Relevé des décisions prises par le maire en vertu des délégations qui lui ont été consenties par le conseil municipal

22. Questions diverses

1

RENOUVELLEMENT DU PROJET ÉDUCATIF DE TERRITOIRE ANNÉES 2022-2025 **(Délibération n°2022/JUIN/77)**

Rapporteur : Mme DOSTE

Contexte

En 2013, la loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République a défini un nouveau cadre contractuel pour la mise en œuvre de la politique éducative à l'échelle locale.

Des Projets Educatifs de Territoire (PEDT) triennaux réalisés à l'initiative des communes et avec tous les partenaires, se sont accompagnés d'une contractualisation entre ces collectivités, l'Éducation Nationale et la Caisse d'Allocations Familiales. L'attribution de financements spécifiques aux communes mettant en place les nouveaux rythmes scolaires (fonds de soutien) a également été conditionnée à la formalisation d'un PEDT.

Dans ce contexte, pour élaborer son premier PEDT, la Commune de Ramonville Saint-Agne a engagé, à partir de 2014, et pendant plus d'une année, une très importante réflexion et concertation avec tous les membres de la communauté éducative. Ce travail a été réalisé en appréhendant le PEDT comme un outil permettant de :

- Favoriser un espace de discussion et de collaboration locales pour penser le rythme de l'enfant et les contenus éducatifs ;
- Assurer la continuité éducative entre le temps scolaire et le temps périscolaire, mais aussi avec le temps extra-scolaire ;
- Renforcer la qualité et la pertinence de l'action éducative de l'ensemble des enfants avec une attention particulière pour ceux qui sont en situation de fragilité.

Le PEDT 2019-2022 et le projet de PEDT 2022-2025 ont donc intégré ces dimensions.

Exposé des motifs

Sur ces fondements et dans la continuité des PEDT précédents, **trois grands axes du PEDT ont été définis** :

- 1. Prendre en compte le rythme et les besoins des enfants et garantir les conditions de leur bien être ;**
- 2. Développer l'accompagnement et l'expérimentation citoyenne, construire le vivre ensemble ;**
- 3. Renforcer la coéducation.**

Au vu de la crise sanitaire sans précédent, le PEDT de Ramonville Saint Agne, adopté en 2019, a vu sa validité prolongée jusqu'en juillet 2022 sur décision de l'État, son renouvellement devant intervenir avant l'été 2022.

Le travail préparatoire pour renouveler le PEDT a été réalisé de décembre 2021 à juin 2022 dans la continuité du projet de 2019. Il a reposé sur l'adaptation des objectifs, afin de tenir compte des nouveaux besoins des enfants et des familles ainsi que de l'évolution du territoire ramonvillois.

Le renouvellement du PEDT a été fortement impacté par la crise sanitaire et par la difficulté à pouvoir se

réunir. Des temps de travail en groupes plus restreints ont pu tout de même être organisés, avec les équipes du pôle Education (ATSEM, équipes ALAE) et les directeurs d'écoles notamment ainsi qu'avec les institutions pour approfondir certains aspects du projet et s'assurer de sa pleine cohérence avec les orientations de l'État ou de la CAF.

Le PEDT 2022-2025 a été structuré à partir d'un rappel de quelques données permettant d'appréhender les évolutions du territoire communal ainsi que d'une présentation des trois axes avec une identification plus claire des objectifs à poursuivre et de ceux à développer.

Les modalités de suivi, de gouvernance et d'évaluation du projet ont également été très largement précisées, tous comme les moyens mis en œuvre par la commune pour la réalisation de ce projet.

Un document détaillant la vision de la continuité éducative est aussi présenté en annexe, ainsi qu'un document reprenant les volontés politiques et les objectifs du projet inclusion de la commune.

Enfin, pour accompagner la mise en œuvre de ces actions et dans le droit fil des démarches engagées depuis 2015, la commune entend continuer le processus de consolidation des équipes chargées du PEDT avec notamment :

- la poursuite de la mission d'un agent référent sur le Handicap, créée en 2021,
- la réflexion sur l'évolution des contrats des animateurs.

DISCUSSIONS

Mme BROT confirme qu'il s'agit du renouvellement d'un document cadre existant sur la période 2019-2022 et que celui-ci a été fortement impacté par la crise sanitaire. Elle souligne que ce point ne pose pas de difficulté au groupe *Ramonville et vous*, tout comme les nouveaux objectifs du PEDT. Elle estime toutefois que le tableau relatif aux objectifs en termes d'inclusion dans le cadre du parcours bilingue LSF est très général. Elle rappelle que le protocole d'accueil des élèves sourds inscrits dans le dispositif bilingue LSF signé le 1^{er} avril dernier par M. LE MAIRE et M. SIEYE, le DASEN, indique que la commune dispose de 56 places et que le DASEN s'engage à se rapprocher d'autres communes pour adapter les capacités d'accueil des enfants sourds. Elle observe que l'équipe pédagogique, l'équipe du parcours bilingue LSF et l'association des parents d'enfants sourds, l'APES 31, n'ont pas été concertées sur ce point. Elle remarque que le document précise cependant que la commune a engagé une très importante réflexion et concertation avec l'ensemble des membres de l'équipe éducative pour élaborer le PEDT. Elle considère que la Ville a, une nouvelle fois, passé en force sans concertation, car elle savait que ni l'équipe pédagogique ni les parents ne souhaitaient ce potentiel dégroupement des élèves sur plusieurs communes. Elle pointe en outre que M. LE MAIRE les a reçus la veille du conseil municipal, en l'absence d'interprètes. Elle indique que le groupe *Ramonville et vous* partage leur exaspération. Elle ajoute que le groupe estime qu'il ne s'agit pas d'un projet éducatif de territoire basé sur de la co-construction et sur de l'inclusion. Pour ces raisons, le groupe s'abstiendra sur cette délibération.

M. LE MAIRE rappelle que les équipes éducatives relèvent de la responsabilité de l'Éducation Nationale. Il insiste également sur le fait que les discussions avec le DASEN et l'Éducation Nationale ont fortement avancé. Il explique par ailleurs que, pédagogiquement, la difficulté du PEJS de Ramonville est à terme le nombre d'élèves, car il n'est plus possible de permettre l'inclusion. L'objectif de la collectivité porte bien sur cette question. Il souligne que le constat est partagé largement par l'Éducation Nationale. Il précise que le système de Ramonville fonctionne positivement et qu'il a une bonne pédagogie : il est sollicité au niveau national et européen. Il estime qu'il n'est pas normal que des familles doivent déménager pour l'éducation de leurs enfants et qu'il relève de la responsabilité de l'État de proposer des PEJS dans chaque académie. Il met en exergue que, depuis 14 ans, il indique à l'Éducation nationale qu'il convient de préserver le parcours de Ramonville et qu'il est important de l'équilibrer en termes d'effectifs par rapport aux effectifs d'une école. L'Éducation Nationale doit ainsi ouvrir d'autres sections PEJS sur le département, et plus particulièrement au sein de l'académie de Toulouse. M. LE MAIRE insiste en outre sur le fait que la qualité éducative de Ramonville doit essaimer en dehors du territoire de la commune, raison pour laquelle il porte depuis plusieurs années la nécessité d'avoir une cohérence pédagogique. Il se réjouit que l'Éducation Nationale s'engage fortement sur ce dispositif pour qu'une nouvelle section de PEJS soit ouverte à Toulouse. Il pointe également le fait que les parents approuvent la nécessité d'essaimer le dispositif en dehors de la commune et qu'il est essentiel de faire en sorte que chaque académie soit dotée d'un PEJS afin que les

familles puissent scolariser leurs enfants dans leur lieu de résidence ou dans l'académie, sans devoir déménager.

M. PALÉVODY précise qu'il votera cette délibération, mais il insiste sur le fait qu'il est important de ne pas occulter l'actuel malaise des animateurs. Il rappelle qu'ils étaient en grève le 30 juin et qu'ils l'ont été à plusieurs reprises pendant cette année scolaire. Il souligne que le fondement du malaise de ces personnels interroge globalement. Il pointe le fait que la communication n'est pas optimale et que de nombreux parents ne sont pas informés. Il pense qu'il serait essentiel que les élus puissent avoir connaissance des actions qui pourraient être mises en œuvre pour améliorer les conditions, mieux comprendre les revendications et mieux les accompagner afin de préparer la rentrée future.

M. LE MAIRE rappelle qu'il s'agit d'un mouvement national, portant sur la revalorisation du statut des animateurs, sujet que la commune défend. Il explique que cette question a fait l'objet d'une délibération voici un an et demi concernant la titularisation des animateurs.

Il estime que l'action des animateurs est légitime et qu'elle prime. Il convient toutefois que cette situation crée des désagréments pour les parents.

Mme DOSTE confirme que de nombreux animateurs ont été titularisés par la commune et que les directeurs d'ALAE sont titulaires, ainsi que les directeurs adjoints. Elle souligne par ailleurs que la Ville travaille en étroite collaboration avec le Sicoval afin de proposer des contrats à temps plein. Elle précise en outre que cette démarche permet aussi de garantir la continuité éducative. Elle ajoute que la commune soutient et encourage les animateurs dans leur professionnalisation.

M. PALÉVODY insiste sur le fait que ses propos visaient à mettre en exergue le déficit de communication et qu'il est essentiel de mieux faire connaître les problématiques rencontrées par ces personnels. Il souligne qu'il soutient très largement la mobilisation des animateurs.

Mme MARY juge que le renouvellement de projet éducatif de territoire est particulièrement intéressant, mais indique qu'il lui est impossible de voter les délibérations présentées en séance, eu égard à sa situation personnelle au sein du conseil municipal. Elle espère qu'une solution pourra être trouvée pour l'année à venir concernant son statut, qui n'a pas été mis en place dans des conditions respectueuses des valeurs républicaines, de la démocratie et de l'individu. Elle s'exprime à cet endroit, car la jeunesse représente l'avenir d'un territoire : elle pense que l'avenir de Ramonville est mis en péril par rapport à la situation qui a été construite autour d'elle. Elle invite M. LE MAIRE à réfléchir à l'ensemble des propositions qu'elle a formulées, notamment dans le bulletin municipal. Elle estime par ailleurs qu'il serait important qu'elle puisse disposer de plus d'espace pour s'exprimer dans ce cadre. Elle ajoute qu'elle souhaite la concrétisation du projet de Micro Folie qu'elle a suggéré : il s'agit de dispositifs numériques accompagnés par l'État, qui permettent d'accompagner la jeunesse sur la création et l'art avec une dimension nationale et locale.

M. LE MAIRE rappelle qu'il a pris le temps de la recevoir récemment et qu'il lui a proposé d'inscrire ce type de sujets à l'ordre du jour des commissions.

Décision

- **VU le Code général des collectivités territoriales ;**
- **VU le Code de l'éducation, et notamment ses articles L.551-1 et R.551-13 ;**
- **VU le Code de l'action sociale et des familles, et notamment les articles L 227-4, R.227-1, R.227-16 et R.227-20 ;**
- **VU la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République et notamment son article 66 ;**
- **VU le décret n°2015-996 du 17 août 2015 modifié relatif au fonds de soutien au développement des activités périscolaires ;**

- VU le décret n° 2016-1051 du 1^{er} août 2016 relatif au projet éducatif territorial et à l'encadrement des enfants scolarisés bénéficiant d'activités périscolaires dans ce cadre ;
- VU le décret n° 2017-1108 du 27 juin 2017 relatif aux dérogations à l'organisation de la semaine scolaire dans les écoles maternelles et élémentaires publiques ;
- VU le décret n°2018-647 du 23 juillet 2018 modifiant des définitions et des règles applicables aux accueils de loisirs ;
- VU la circulaire interministérielle du 19 décembre 2014 pour la promotion de la généralisation des projets éducatifs territoriaux sur l'ensemble du territoire ;
- VU l'arrêté du 17 août 2015 fixant les taux des aides du fonds de soutien au développement des activités périscolaires,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré par 25 Voix POUR, 1 Voix CONTRE (Mme MARY) et 4 ABSTENTIONS (Mme BROT, M. KNÖDLSER, Mme VASSAL, et M. LAPEYRE) :

- APPROUVE le renouvellement du Projet Éducatif de Territoire pour les années 2022/2025 tel que présenté ;
- AUTORISE Monsieur Le Maire, ou son représentant, à signer la convention relative à la mise en place du PEDT avec les institutions signataires ou tout acte afférent et à prendre les dispositions inhérentes à l'exécution de la présente délibération ;
- AUTORISE Monsieur le Maire, ou son représentant, à solliciter auprès des services concernés le versement du Fonds de soutien, pour la mise en œuvre du PEDT.

2

TRAVAUX DE RÉNOVATION, EXTENSION ET RESTRUCTURATION DU GROUPE SCOLAIRE JEAN JAURÈS : PROGRAMME (Délibération n°2022/JUIN/78)

Rapporteurs : M. PASSERIEU et Mme DOSTE

Contexte

Au cours des derniers mandats, la commune a engagé une démarche visant à rénover ses établissements scolaires, avec deux principaux objectifs :

- Permettre aux enfants et aux équipes pédagogiques de disposer de locaux plus adaptés aux apprentissages et à la vie au sein de l'école ;
- Accroître les capacités d'accueil des locaux pour tenir compte de l'augmentation des effectifs scolaires, résultant de l'augmentation de la population.

Le groupe scolaire Jean Jaurès, dont le bâti date des années 70, doit faire l'objet d'une rénovation d'ampleur, sur le mandat 2020-2026. Il accueille plus de 250 enfants dont un parcours langue des signes française (LSF) d'envergure nationale en élémentaire.

Le pré-programme du projet a été adopté le 31 mars 2022 pour une enveloppe prévisionnelle de travaux de 3,3 millions d'euros HT.

La présente note porte sur le programme de l'opération de rénovation, extension et restructuration, du groupe scolaire Jean Jaurès dont les travaux doivent démarrer en 2023 conformément au Plan

Pluriannuel d'Investissement.

Exposé des motifs

La loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la Maîtrise d'Ouvrage Publique impose que la réalisation de tout ouvrage de bâtiments fasse l'objet préalable d'un programme. Le Maître de l'ouvrage fixe dans celui-ci les contraintes techniques, économiques, architecturales et urbanistiques ainsi que les exigences sociales, fonctionnelles et environnementales relatives à la réalisation et à l'utilisation de l'ouvrage.

À l'automne 2021, la commune a confié une mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage au cabinet Z'A&MO pour élaborer le programme de rénovation, extension et restructuration, du groupe scolaire Jean Jaurès. Celui-ci a pris connaissance de l'ensemble des données d'entrée et rencontré des représentants de l'ensemble des utilisateurs et des services. Après différents échanges avec le comité technique et le comité de pilotage, ce programmiste a élaboré un programme tenant compte des contraintes techniques, réglementaires et financières du projet.

Le projet envisagé intègre une rénovation technique et une restructuration lourde du groupe scolaire permettant à la fois l'amélioration des fonctionnalités des espaces scolaires, une recherche de performance énergétique et environnementale en cohérence avec le PLU communal en matière de rénovation et la mise aux normes réglementaires notamment en matière de sécurité incendie et d'accessibilité.

Le programme environnemental, architectural et technique détaillé ci-joint sert de support au concours d'architecture permettant de désigner un maître d'œuvre : ce maître d'œuvre dirigera l'opération de rénovation prévue.

DISCUSSIONS

M. KNOLDSEDER indique que le groupe *Ramonville et vous* soutient cette rénovation, qui faisait également partie de son programme. Il estime toutefois que des améliorations pourraient être encore apportées. Il observe qu'il serait préférable de choisir la géothermie pour le chauffage, eu égard à la hausse actuelle des prix du gaz. Il s'enquiert ensuite de l'ampleur de la végétalisation de la cour qui est envisagée : il considère qu'il est important, au regard des températures caniculaires, de penser à supprimer les îlots de chaleur. Il remarque en outre que les eaux pluviales pourraient être utilisées pour les chasses d'eau ou le lavage des sols. Il juge enfin que l'affichage du tonnage de CO2 évité n'est pas éducatif, mais qu'il s'agit uniquement d'un effet de communication : il pense qu'il serait plus utile d'afficher le CO2 émis.

M. LE MAIRE suggère de noter les deux informations.

Mme DOSTE précise que ces questions seront travaillées par les trois groupes d'architectes, qui formuleront des propositions.

Décision

- **VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;**
- **VU le Code de la Commande Publique ;**
- **VU le Code de l'Urbanisme ;**
- **VU le Code de la Construction et de l'Habitation ;**

Le conseil municipal, après en avoir délibéré par 29 Voix POUR et 1 Voix CONTRE (Mme MARY) :

- **APPROUVE le programme de l'opération de rénovation, extension et restructuration, du groupe**

scolaire Jean Jaurès tel que présenté ;

➤ **AUTORISER** Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document inhérent à l'exécution de la présente délibération ainsi qu'à réaliser les formalités afférentes.

3

PRINCIPE DE PRISE EN RÉGIE DIRECTE DE LA LUDOTHÈQUE PAR LA COMMUNE **(Délibération n°2022/JUIN/79)**

Rapporteur : Mme GRIET

Contexte

L'association Regards, partenaire majeur de la collectivité en matière de soutien à la parentalité, propose, conformément à ses statuts, différents services sur le territoire communal :

- une ludothèque,
- un centre de ressources,
- un point Ecoute-Parentalité,
- des conférences-débats sur le thème de la parentalité.

La ludothèque, portée par l'association Regards depuis plus de 10 ans, soutenue par la Commune et par la CAF, déploie son activité dans la salle Paul LABAL, qui jouxte la médiathèque municipale Simone de Beauvoir. Cette ludothèque, dont les activités sont orientées autour de la parentalité, en lien avec le projet associatif de Regards, fonctionne du mardi au samedi (1 samedi sur 2) en période scolaire et du lundi au vendredi durant les vacances scolaires. Le volume annuel d'heures d'accueil du public est compris entre 900 et 1 000 heures et permet d'assurer les missions suivantes :

- accueil du public (prêt de jeux et jeux en famille dans les locaux),
- accueil d'assistantes maternelles et de familles sur un créneau commun,
- accueil d'un groupe ALAE (celui de l'école A. Davis),
- accueil des enfants du centre de loisirs durant les vacances,
- accueil d'une crèche,
- accueil d'enfants et d'adolescents souffrant de handicap pris en charge par des établissements médico-sociaux,
- accueil ponctuel de résidents d'un EHPAD.

Pour assurer ces missions, la ludothèque disposait, jusqu'au début de l'année 2022, d'une salariée intervenant à hauteur de 26h/semaine, secondée par des bénévoles et d'autres salariés de l'association mobilisés pour préparer, organiser et assurer des activités complémentaires à celles listées précédemment, à savoir :

- des temps d'animations thématiques,
- des soirées jeux tous les mois,
- des animations lors d'événements proposés en lien avec la commune ou avec d'autres associations (Fête du jeu, Les Extras, Fête de l'EMEAR, Journée des familles, fête de la nature, etc.).

A ce jour, l'association ne dispose plus que d'un seul salarié en CDD à raison de 21h50/ semaine (temps de travail annualisé).

Pour assurer l'activité de la ludothèque et sur la base d'une année complète, le budget global mobilisé par l'association Regards se décomposait comme suit :

Dépenses		Recettes	
achats	1 663	ventes et prestations de services	472
services extérieurs	360	subventions	35 530
autres services extérieurs	980	Produits de gestion courante	3 595
charges de personnel	37 610	intérêts	84
charges financières	37	produits exceptionnels	119
		fonds propres	850
Total (hors valorisation)	40 650	Total (hors valorisation)	40 650
Valorisation du bénévolat	6 453	Valorisation du bénévolat	6 453

Exposé des motifs

En décembre 2018, la réflexion de mise en oeuvre d'une continuité forte entre la médiathèque et la ludothèque a été inscrite dans le projet culturel, scientifique, éducatif et social (PCSES) de la médiathèque.

Eu égard aux fonctions qu'assure la ludothèque en matière de lien social, de liens inter-générationnels, de soutien à la parentalité et d'accès à la culture, cet équipement, intégré à la médiathèque, constitue l'un des outils de la politique de cohésion sociale et de la politique culturelle pour tous que la collectivité entend mener durant ce mandat. C'est pourquoi et afin de maintenir le service public administratif que constitue la ludothèque et de l'assurer dans le temps, **la commune souhaite procéder à une prise en régie directe de cette activité associative. Cette démarche est faite de façon coordonnée avec l'association Regards.**

Sur la base d'une initiative communale, la municipalisation de la ludothèque, effective à compter de janvier 2023, devra d'abord permettre de poursuivre et pérenniser, en s'appuyant sur ce qui est proposé aujourd'hui, l'activité de la ludothèque associative. Pour ce faire, la Ville procédera à la reprise du salarié de l'association. A la suite de la prise en régie, un travail sera réalisé pour examiner, au regard du PCSES de la médiathèque, les orientations à consolider quant à l'activité Ludothèque (pratiques, publics, animations, etc.).

Dans le cadre de la prise en régie de la ludothèque, le budget de fonctionnement prévisionnel sera établi sur la base de celui de l'association. Ce budget intégrera le temps de travail du salarié concerné par la reprise et le temps de mobilisation des bénévoles. Un budget détaillé sera proposé d'ici la fin de l'année en vue de la reprise définitive et en lien avec le projet de ludothèque municipale. **Une nouvelle délibération viendra donc compléter la dite délibération de principe.**

Compte tenu de la nature du projet, d'autres délibérations seront également prises lors des prochains conseils municipaux, pour mener à bien l'ensemble du processus, sur des aspects de ressources humaines, de finances ou encore sur les biens de l'association.

Décision

Le conseil municipal, après en avoir délibéré par 29 Voix POUR et 1 Voix CONTRE (Mme MARY) :

- **APPROUVE** le principe de la prise en régie directe de la ludothèque portée actuellement par l'association Regards, à compter du 1^{er} janvier 2023 ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire, ou son représentant, à engager toutes les démarches afférentes et à signer l'ensemble des documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération ;
- **PRÉCISE** que les modalités découlant de cette prise en régie feront l'objet de délibérations spécifiques le moment venu, notamment en ce qui concerne les transferts juridiques ou contractuels nécessaires à l'exploitation, la création des tarifs ou encore la reprise des biens et stocks.

**CONVENTION A CONCLURE AVEC L'ASSOCIATION HAMAP HUMANITAIRE POUR
L'ASSISTANCE A MAÎTRISE D'OUVRAGE ET L'AIDE AU PILOTAGE DE LA COOPÉRATION
DÉCENTRALISÉE ENGAGÉE PAR LA COMMUNE SUR LA PÉRIODE 2022-2025
(Délibération n°2022/JUIN/80)**

Rapporteur : M. CARRAL

Exposé des motifs

La commune de Ramonville est engagée dans des projets de coopération décentralisée depuis de nombreuses années. Actuellement, deux programmes de coopération sont en cours, en Tunisie et au Bénin. Le contenu de ces coopérations sont définies par les deux communes partenaires dans chacun des cas.

Afin d'accompagner la commune dans la mise en œuvre et le pilotage de ces programmes ou de programmes de coopération décentralisée à venir, la commune fait appel à l'association HAMAP Humanitaire, qui vient assurer l'assistance à maîtrise d'ouvrage. Cet accompagnement est régulièrement précisé dans les conventions de coopération.

Aujourd'hui la commune souhaite formaliser pour une période de 3 ans, soit concernant la période 2022 à 2025 cette mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage et d'aide au pilotage.

Comme précisé dans le projet de convention, en son article 2, le contenu de cette mission porte principalement sur les axes suivants :

- Assistance pour l'analyse des besoins et la définition de projets de coopération qui soient adaptés au contexte local, viables et pérennes ;
- Préparation dans l'élaboration des dossiers de demande de subvention, rédaction de comptes-rendus et bilans d'avancement auprès des financeurs pour les différentes opérations de coopération et solidarité internationale lancées par le maître d'ouvrage ;
- Préparation des conventions de coopération décentralisée et des conventions financières ou contrats auprès des partenaires locaux et prestataires ;
- Suivi des opérations sur les terrains d'intervention, en liaison avec les partenaires institutionnels et techniques locaux désignés par le maître d'ouvrage ;
- Animation des échanges entre les partenaires impliqués en France et dans les territoires de coopération, en particulier préparation et organisation des missions et des comités de pilotage ;
- Gestion budgétaire et financière des opérations, comptes-rendus au maître d'ouvrage et mise à disposition des justificatifs de dépenses sur demande ;
- Présence sur demande aux réunions (bureau municipal, conseil municipal, ou autre) au vue des besoins du maître d'ouvrage avec préparation de documents le cas échéant ;
- Participation à la communication, valorisation et promotion des opérations de coopération du maître d'ouvrage auprès du grand public et du public spécialisé.

Les conditions financières de cette convention sont indiquées à l'article 4, à savoir que le maître d'ouvrage contribue financièrement chaque année, à la réalisation des opérations de coopération décentralisée délibérées en conseil municipal. La délibération vient notamment préciser l'affectation (bénéficiaire, objet) et fixer le montant de l'aide attribuée. La rémunération d'HAMAP pour ses missions sera convenue en amont et entre les parties, et intégrée au plan de financement des projets présentés aux différents financeurs.

L'article 5, relatif aux modalités de paiement, prévoit donc que la commune versera directement sa participation à HAMAP selon les modalités suivantes :

- Le montant annuel de sa contribution, après délibération en Conseil municipal.

- Les sommes perçues par lui via l'Agence de l'Eau Adour Garonne, l'État français ou tout autre contributeur, dès réception par le maître d'ouvrage.

Décision

Le conseil municipal, après en avoir délibéré par 29 Voix POUR et 1 Voix CONTRE (Mme MARY) :

- **APPROUVE les termes de la convention à conclure avec l'association HAMAP humanitaire pour l'assistance à maîtrise d'ouvrage et l'aide au pilotage de la coopération décentralisée engagée par la commune sur la période 2022-2025 , telle que présentée ;**
- **AUTORISE Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer ladite convention ainsi que tout acte afférent et à réaliser les formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération ;**
- **AUTORISE le reversement à l'association HAMAP des subventions perçues par la commune de la part de partenaires financeurs, au fur et à mesure des encaissements opérés par Ramonville Saint-Agne dans le cadre de cette convention triennale.**

5

CONVENTION TRIENNALE DE COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE À CONCLURE AVEC LA COMMUNE DE MELLOULÈCHE EN TUNISIE **(Délibération n°2022/JUIN/81)**

Rapporteur : M. CARRAL

Contexte

La commune de Ramonville Saint-Agne a souhaité s'engager dès 2015 dans une action de coopération décentralisée avec la ville de Melloulèche en Tunisie, au regard des attentes en matière d'aide prioritaire dans le domaine de l'eau,

Elle a ainsi acté son soutien par une convention triennale fixant le cadre dans lequel les opérations seraient menées pour la mise en œuvre opérationnelle du projet d'appui à la municipalité de Melloulèche concernant l'amélioration de la desserte en eau et en assainissement sur son territoire. Le programme a été présenté en Conseil Municipal ainsi que les modalités d'animation (HAMAP Humanitaire) et de partenariat (Agence de l'eau Adour Garonne et Ministère des Affaires Étrangères notamment).

En 2018, et pour donner suite à cette coopération fructueuse et y trouver des prolongements, les deux collectivités ont entamé des échanges. Se sont alors ouvertes de nouvelles perspectives enrichissantes de coopération, à travers la poursuite d'actions de raccordement au réseau d'eau potable et d'assainissement mais aussi d'actions d'échanges et de formation d'étudiants. En 2019, Ramonville à continuer à œuvrer dans le cadre de cette coopération décentralisée.

Exposé des motifs

Une délégation de la municipalité de Melloulèche portée par Madame le Maire, Imène BEN HADJ AMOR, a été accueillie à Ramonville les 16 et 17 mai dernier afin d'échanger sur les actions de coopération réalisées jusqu'alors et les perspectives de coopération pour les années à venir afin d'améliorer de manière significative l'accès à l'eau .

Les deux partenaires se sont engagés à maintenir des relations de solidarité et ont abordé les principaux enjeux sur lesquels un travail pourrait être mené. **Le fruit de cette réflexion est inscrit à l'article 2 de la convention qui est proposé au vote du Conseil municipal, et concerne notamment les orientations**

suivantes :

- Poursuivre l'amélioration de l'accès au réseau d'eau potable des habitations de la commune de Melloulèche, en conformité avec le schéma général d'alimentation en eau potable défini par les autorités tunisiennes notamment la SONEDE ;
- Étudier les possibilités d'intervention dans le domaine de l'assainissement, en cohérence avec le schéma général d'assainissement défini par les autorités tunisiennes, notamment l'ONAS ;
- Appuyer le conseil municipal de Melloulèche dans la prise en main et la gouvernance de ses attributions définies par les autorités tunisiennes dans le cadre du processus de décentralisation ;
- Renforcer la capacité d'action des élus et des services administratifs et techniques respectifs des partenaires par la formation et les échanges d'expériences ;
- Accompagner les initiatives locales dans le domaine de la préservation de l'environnement, des énergies alternatives, de l'agriculture durable, de l'entrepreneuriat social et solidaire, en fonction des besoins identifiés et des possibilités financières mobilisées par les partenaires ;
- Multiplier les occasions de liens entre les acteurs des deux territoires, tant pour encourager la réalisation de nouveaux projets culturels, économiques, environnementaux et sociaux que pour favoriser la fraternité, l'entraide et la solidarité entre les populations des deux territoires.

Ces orientations seront mises en œuvre dans le cadre de la convention triennale proposée et selon un programme d'actions annuel défini entre les partenaires. Le programme d'actions annuel à venir précisera les actions retenues, les modalités de mise en œuvre, les conditions de financement, le calendrier d'exécution et les modalités de suivi et d'évaluation.

A noter que les bénéficiaires des financements pourront être soit la Commune de Melloulèche, soit d'autres opérateurs appelés à intervenir dans l'assistance à maîtrise d'ouvrage communale, la réalisation d'études ou encore d'actions de formation.

Décision

- VU la Loi n°2005-95 du 9 février 2005 relative à la coopération internationale des collectivités territoriales et des agences de l'eau dans les domaines de l'alimentation en eau et de l'assainissement dite Loi Oudin ;
- VU la Loi n°2007-147 du 2 février 2007 relative à l'action extérieure des collectivités territoriales et de leurs groupements ;
- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 1115-1 ;
- VU la délibération n°2015/MAI/37V2 en date du 21 mai 2015, intitulée « *Coopération décentralisée* » et relative à la convention triennale conclue avec l'Association HAMAP concernant le projet de coopération décentralisée au profit de la commune de Melloulèche et fixant les modalités d'aide financière au titre de l'année 2015 ;
- VU la délibération n°2016/MARS/28 en date du 24 mars 2016 intitulée « *Coopération décentralisée reversement de subvention Adour-Garonne* » autorisant le reversement à l'association HAMAP d'une subvention attribuée à la commune de Ramonville Saint-Agne par l'Agence Adour Garonne en appui du projet d'extension de réseaux Assainissement à Melloulèche ;
- VU la délibération n°2016/DEC/137 en date du 15 décembre 2016, intitulée « *Coopération décentralisée versement de subventions* » portant d'une part, attribution de subvention à l'association HAMAP au titre de l'année 2016 dans le cadre de la convention de partenariat conclue en 2015, et d'autre part, reversement d'une subvention attribuée à la commune par le Ministère des Affaires Étrangères et du Développement International à l'association en appui du projet

d'extension de réseaux Assainissement à Mellouleche ;

- VU la délibération n° 2017/AVR/21 en date du 5 avril 2017, intitulée « Coopération décentralisée versements de subventions » portant d'une part, attribution de subvention à l'association HAMAP au titre de l'année 2017 dans le cadre de la convention de partenariat conclue en 2015 et d'autre part, reversement d'une subvention attribuée à la commune par l'Agence Adour Garonne à l'association ;

- VU la délibération n°2019/AVR/20 en date du 4 avril 2019, intitulée «*Coopération décentralisée nouvelles évolutions de la coopération avec nos communes partenaires de Mellouleche et d'Aplahoué* » autorisant la commune de Ramonville St Agne à œuvrer en 2019 sur des actions de coopération décentralisée avec Melloulèche ;

Le conseil municipal, après en avoir délibéré par 29 Voix POUR et 1 Voix CONTRE (Mme MARY) :

- APPROUVE les termes de la convention de coopération décentralisée à conclure avec la commune de Melloulèche pour la période 2022-2025 telle que présentée ;
- AUTORISE Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer ladite convention ainsi que tout acte afférent et à réaliser les formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération ;
- AUTORISE le reversement à l'association HAMAP de subventions perçues par la commune de la part de partenaires financeurs, au fur et à mesure des encaissements opérés par Ramonville Saint-Agne dans le cadre de cette convention triennale.

6

VERSEMENT DE SUBVENTIONS À L'ASSOCIATION HAMAP HUMANITAIRE DANS LE CADRE DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE AVEC LA COMMUNE DE MELLOULÈCHE (Délibération n°2022/JUIN/82)

Rapporteur : M. CARRAL

Exposé des motifs

La commune de Ramonville s'est engagée dans des programmes de coopération décentralisée qui ont fait l'objet de présentations en Conseil municipal. Des conventions ont été souscrites afin de fixer un cadre d'action à ces opérations.

Dans le cadre de sa politique de solidarité internationale la commune finance une part des ces actions, part qui sert notamment à solliciter divers bailleurs institutionnels. Cette démarche a régulièrement fonctionné et a permis à la commune de mobiliser des financements de l'Agence de l'Eau Adour-Garonne, du Conseil Régional Occitanie et du Ministère des Affaires Étrangères (MAEE).

- Dernièrement, le MAEE a notifié à la Mairie, l'attribution d'une subvention dans le cadre de la coopération décentralisée engagée avec la commune de Melloulèche. Il appartient désormais à la commune de reverser cette subvention à l'association HAMAP Humanitaire, en charge d'assurer le suivi et l'exécution financière des programmes concernés.

- Aussi, et afin de participer au financement de la coopération décentralisée Ramonville-Melloulèche pour l'année 2022, la commune souhaite apporter une contribution de 12.000 euros. Cette somme sera versée sous la forme d'une subvention à l'association HAMAP Humanitaire, dans le cadre de la convention souscrite avec l'association et de la convention triennale de coopération décentralisée avec la commune de Melloulèche en Tunisie.

Le tableau de financement prévisionnel au titre de l'année 2022 relatif à l'opération figure en annexe.

M. LE MAIRE souligne que le montant de 37 500 euros n'était pas acquis initialement et qu'il a été finalement obtenu après discussions avec l'Ambassade à Tunis.

Décision

Le conseil municipal, après en avoir délibéré par 29 Voix POUR et 1 Voix CONTRE (Mme MARY) :

- REVERSE à l'association HAMAP Humanitaire la subvention de 37.500 euros reçue du Ministère des Affaires Étrangères en vue de soutenir le programme de coopération décentralisée Ramonville-Melloulèche ; les crédits nécessaires étant imputés au compte 1328 ;
- VERSE à l'association HAMAP Humanitaire la somme de 12.000 euros prévue au Budget Primitif 2022, afin d'alimenter le budget de cette coopération ; les crédits nécessaires étant imputés au compte 6574 ;
- AUTORISE Monsieur Le Maire, ou son représentant, à prendre toutes les dispositions et à signer tout acte afférent à ce dossier.

7

ADHÉSION À L'ASSOCIATION CITÉS UNIES FRANCE (CUF) (Délibération n°2022/JUN/83)

Rapporteur : M. CARRAL

Contexte

Présentation de Cités Unies France

Cités Unies France (CUF) est une association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 dont l'objet statutaire est :

- De promouvoir la coopération décentralisée auprès des collectivités locales françaises et de leur population ;
- De valoriser la coopération décentralisée française au plus haut niveau international ;
- Et d'apporter son soutien aux collectivités locales françaises ;

Son siège est à Paris. Sa date de création remonte à 1975.

Cités Unies France compte aujourd'hui environ 500 membres-adhérents. Les deux-tiers des régions, plus d'un quart des départements et la majorité des villes importantes sont ainsi adhérentes. Les associations d'élus locaux sont également représentées dans les instances de CUF.

Une convention régulièrement renouvelée avec le Ministère des Affaires Etrangères et Européennes lui donne par ailleurs les moyens d'animer un réseau d'acteurs de la coopération décentralisée (toutes les collectivités locales, mais également les associations, les partenaires institutionnels).

Enfin, la qualité d'adhérent à Cités Unies France confère automatiquement à son détenteur la qualité d'adhérent à Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU), association représentant les autorités locales au niveau des organisations internationales. Le siège de CGLU est à Barcelone, et le Maire de Paris en est l'un des présidents.

Exposé des motifs

Projet d'adhésion de la commune de Ramonville Saint-Agne

Le projet d'adhésion à la l'association Cités Unies France se situe dans la continuité des engagements internationaux pris par la commune de Ramonville Saint-Agne, notamment en termes de coopération

décentralisée. Ainsi, cette adhésion prend son ancrage dans les coopérations que la commune a su développer au fil de son Histoire, et actuellement au Bénin et en Tunisie. De ce fait, l'adhésion de la commune se fera dans le cadre d'une participation aux "groupes-pays" (forme de groupes thématiques) en fonction de nos engagements à l'international.

L'adhésion à « Cités unies France » permet notamment :

- ◆ L'accès à l'information sur la coopération internationale ;
- ◆ La participation aux 30 groupes-pays, groupes thématiques et grands événements de l'association ;
- ◆ La participation directe au réseau mondial de « Collectivités territoriales, Cités et Gouvernements locaux unis » pour y partager son expérience ;
- ◆ L'accès à des financements et à des porteurs de projets ;
- ◆ La communication et la mise en valeur de l'action internationale de la Commune.

Cette adhésion représente une occasion pour la commune de partager et faire valoir son savoir-faire et son expérience dans le domaine de la coopération décentralisée. CUF est également une tribune dans laquelle la commune de Ramonville Saint-Agne peut contribuer à faire valoir la valeur ajoutée des collectivités locales pour le développement en mettant en avant ses pratiques et l'ensemble des politiques mises en œuvre.

Par ailleurs, en 2019, l'association a créé un dispositif d'appui aux collectivités locales, pour renforcer ponctuellement, par l'appui d'un bureau conseil, l'ingénierie de projet des collectivités membres.

En adhérant à Cités Unies France, la commune de Ramonville Saint-Agne contribue, par le paiement de sa cotisation, au fonctionnement de l'association et à sa mission générale de promotion de la coopération décentralisée en France et des collectivités françaises à l'international. Par cette adhésion, la commune s'associe aux messages portés par CUF sur le plan international, et notamment sur la spécificité de la contribution au développement des collectivités françaises.

Le montant de la cotisation annuelle est déterminé en fonction du nombre d'habitants de la Commune et la CUF a adressé un devis correspondant. En application, l'adhésion de Ramonville Saint-Agne serait de la somme de 0,060 € par habitant, ce qui revient à 868 euros (soit 14 467 habitants x 0,060 €).

Décision

- **VU la loi du 1^{er} Juillet 1901 relative au contrat d'association ;**
- **VU les articles L 1115-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales relatifs aux compétences des collectivités territoriales en matière de relations internationales ;**
- **CONSIDÉRANT que la commune a développé un partenariat avec les villes d'Aplahoué et Melloulèche et envisage de nouvelles coopérations dans les années futures ;**
- **CONSIDÉRANT qu'il est de son intérêt en termes d'efficacité et de pertinence des actions d'adhérer à l'association Cités unies France dont le but est d'accompagner les collectivités territoriales françaises pour qu'elles développent une action internationale au service de leur rayonnement ;**
- **VU les statuts de Cités Unies France ;**

Le conseil municipal, après en avoir délibéré par 29 Voix POUR et 1 Voix CONTRE (Mme MARY) :

- **APPROUVE le principe de l'adhésion de la commune à l'association Cités Unies France (CUF) ;**
- **MANDATE Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les documents inhérents et à accomplir toutes formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération ;**
- **S'ENGAGE à verser la cotisation annuelle, conformément au statut et devis effectué par l'association Cités Unies France ;**

➤ PRÉCISE que les crédits nécessaires seront imputés au chapitre 011 article 6281.

8

ADHÉSION AU RÉSEAU FRANCOPHONE DES VILLES AMIES DES ÂÎNÉS (RFVAA) **(Délibération n°2022/JUIN/84)**

Rapporteur : Mme BLANSTIER

Contexte

« Villes Amies des Aînés » (VADA) est une démarche d'adaptation de la société au vieillissement créée par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS). Elle vise à encourager les collectivités à une prise en compte globale des enjeux liés au vieillissement de la population, principalement dans les politiques publiques mais aussi avec l'ensemble des acteurs d'un territoire. Le Réseau Francophone des Villes Amies des Aînés (RFVAA) s'attache à développer cette démarche au niveau francophone afin de mieux répondre aux défis de la transition démographique et de mieux vivre dans nos territoires.

Engagement fort de la majorité municipale et dans le cadre de la mise en œuvre du programme, l'adhésion au Réseau Francophone des Villes Amies des Aînés permettra à la ville de bénéficier d'un accompagnement pour la mise en œuvre de nombreux projets au profit des seniors.

En 2018, la part des Ramonvilloises et Ramonvillois de plus de 60 ans était de 23.6 %, soit près d'un quart de notre population qui pourrait être accompagné par le biais des mesures qui découleront de cette adhésion.

Exposé des motifs

Le Réseau Francophone Ville Amie des Aînés.

L'engagement au sein de ce réseau vise à la mise en œuvre sur la commune des différentes phases de la démarche :

- diagnostic territorial,
- plan d'actions,
- mise en œuvre,
- évaluation de la démarche et amélioration continue

Tout en incitant la participation active des aînés tout au long du processus.

Le but est donc de mener une politique partenariale et transversale qui sera divisée **en huit thématiques clés (Espaces extérieurs et bâtiments, Transports et mobilité, Habitat, Information et communication, Lien social et solidarité, Culture et loisirs, Participation citoyenne et emploi, Autonomie, services et soins).**

L'objectif serait pour Ramonville de participer à cet échange d'informations qui est un bon moyen de donner de la visibilité à l'action communale et de valoriser nos expériences.

Au vu des éléments énoncés ci-dessus, notre collectivité participera à cette dynamique et pour cela, devra adhérer au RFVAA par le paiement d'une cotisation de 350 € (montant pour la tranche des communes de 5.000 à 20.000 habitants).

Aussi, nous nous engageons à mettre en œuvre les principes fondamentaux de la dynamique ainsi que les différentes étapes de la démarche Villes Amies des Aînés, à savoir :

- élaborer un diagnostic territorial autour des huit thématiques Villes Amies des Aînés (diagnostic succinct en 2022) ;
- définir un plan d'action Villes Amies des Aînés (2023), le mettre en œuvre et l'évaluer (à compter du 2^{ème} semestre de 2023) ;

- informer annuellement le RFVAA et les membres du conseil municipal de l'ensemble des étapes du projet et transmettre les documents s'y rapportant ;
- participer autant que possible à la vie du Réseau Francophone : échange et valorisation de bonnes pratiques sur le site Internet du RFVAA, participation aux événements (colloques, journées de formation, voyage d'étude, concours Villes Amies des Aînés, etc.).

Les référent.es qui suivront les diagnostics et projets en lien avec ce réseau seraient:

- Au sein des services administratifs : **DGA / Pôle Cohésion sociale.**
- Une référente élue : **Véronique BLANSTIER / Adjointe à la Cohésion Sociale.**

DISCUSSIONS

Mme TACHOIRES s'enquiert de la manière dont la Ville va organiser la transition entre le dispositif Voisin-Âge, qui existait dans la mandature précédente, et le nouveau. Elle sollicite également des précisions concernant les différences entre ces deux dispositifs. Elle souhaite savoir si une capitalisation sera réalisée sur les actions menées par le passé.

M. LE MAIRE rappelle que le dispositif Voisin-Âge intervenait uniquement sur la question de la lutte contre l'isolement et que le dispositif présenté est plus global. Il précise que l'approche dans le cadre du RFVAA vise à travailler sur l'ensemble de la ville, en termes d'accessibilité, d'isolement, d'accès aux services publics, etc... Il indique que la question de l'isolement n'est pas abandonnée, mais qu'elle sera travaillée différemment : un projet de « coliving » avec des jeunes débutera à la rentrée. Il insiste sur le fait qu'il est essentiel d'adapter le fonctionnement de la Ville pour répondre aux exigences liées à l'effet « papy-boom », tout en maintenant l'équilibre territorial.

Mme VASSAL s'enquiert de la raison pour laquelle le conseil des seniors n'a pas été renouvelé au même titre que le conseil des jeunes. Elle observe qu'il n'a pas dû représenter un coût très élevé pour la commune et qu'il a joué un rôle intéressant. Elle met en exergue qu'il permettait de créer du lien, de transmettre la mémoire et d'aider les seniors à rester dans un dynamisme faisant reculer leur perte d'autonomie. Elle remarque qu'un système provisoire aurait pu être institué et qu'il aurait pu ensuite être inclus dans le RFVAA. Elle rappelle que le conseil des aînés a fortement participé à la décoration de l'EHPAD et que les marches douces sont très appréciées des seniors.

M. LE MAIRE précise que le conseil des seniors a été positionné initialement comme étant un espace de discussions, d'échanges et de création de projets en direction des seniors, mais qu'il n'avait pas vocation à devenir un club d'animations pour les seniors. Il rappelle que des activités sont proposées par le centre social et des associations. Il indique qu'il conviendra de réfléchir, notamment dans le cadre du réseau, à la manière de créer un espace de discussions avec les seniors, qui ne bascule pas dans cette logique d'animation.

Mme AROD souligne que Voisin-Âge continue d'exister à Ramonville et que ce réseau vit de lui-même. S'agissant de l'EHPAD, elle observe que le COVID a stoppé de nombreuses actions initiées au sein du conseil des seniors, qui auraient perduré sans la crise sanitaire. Elle indique que d'autres activités ont été développées et que les résidents n'ont pas réclamé le retour de la lecture.

Mme VASSAL insiste sur le fait que les seniors sont tout à fait en capacité d'élaborer des projets très sérieux, même après 60 ans.

M. LE MAIRE explique qu'il s'agit de la teneur de ses propos, mais que cette démarche n'était pas réalisée.

M. PALEVODY estime qu'il est important de ne pas tomber dans la caricature des aînés, qui sont également acteurs de la vie sociale, professionnelle, culturelle et sportive. Il estime que le réseau est intéressant dans le sens où il vise à créer du lien et une structure permettant aux seniors d'être des acteurs et d'être force de propositions.

M. CARRAL met en exergue que les seniors sont intégrés au sein de l'assemblée citoyenne et dans le groupe citoyens pour le climat. Il considère qu'il n'était donc pas pertinent de créer des instances supplémentaires de démocratie locale.

Décision

Le conseil municipal, après en avoir délibéré par 29 Voix POUR et 1 Voix CONTRE (Mme MARY) :

- APPROUVE le principe de l'adhésion de la commune au réseau francophone ville amie des aînés (RFVAA) ;
- S'ENGAGE à verser annuellement les montants correspondant aux appels à cotisations, et au titre de l'année 2022 la somme de 350 € ;
- MANDATE Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les documents inhérents et à accomplir toutes formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération ;
- PRÉCISE que les crédits nécessaires seront imputés au chapitre 011 article 6281.

9

ATTRIBUTION DE COMPENSATION 2022 (Délibération n°2022/JUIN/85)

Rapporteur : M. ARCE

Exposé des motifs

Le produit de la fiscalité perçu par le Sicoval est partiellement reversé aux communes sous forme d'attribution de compensation (AC) pour tenir compte des charges et produits rattachés aux compétences transférées.

Le Sicoval a délibéré le 4 avril 2022 pour voter le montant de l'attribution de compensation pour 2022 (délibération n° S202204015).

Il convient désormais à chaque conseil municipal de se prononcer.

Le reversement de l'AC s'effectue par douzième dès le mois de janvier et nécessite une délibération du Conseil de Communauté autorisant le Trésorier à réaliser ces opérations.

Calcul des AC 2022 :

Attribution de Compensation 2022							
Pour mémoire AC 2011	Services communs 2021	Clect « Sivos »	Clect « gens du voyage »	Retenue voirie 2022	Retenue ADS 2021	Retenue EPU	AC 2022
4 007 739	0	3 764	32 223	492 806	32 032	57 576	3 389 338

Prévisions budgétaires communale	
A prévoir au 73211	A prévoir au 739211
3 389 338	0

Les montants d'AC présentés ci-dessus (annexe 1) au titre de l'année 2022 résultent des transferts successifs de compétences arrêtés à 2011, desquels sont retranchés :

D'une part, les retenues liées aux transferts de compétences intervenus après 2011 :

1. La régularisation des participations des communes du SIVOS, à la charge des communes membres déduction faite de la part sur les investissements à réaliser sur la compétence petite enfance ;

2. La retenue en investissement et fonctionnement relative au transfert de la compétence voirie et stationnement d'intérêt communautaire (délibération du 10 septembre 2012) et qui fait l'objet des précisions décrites ci-après ;

3. La charge nette globale issue du transfert de compétence de la gestion des aires d'accueil des gens du voyage (délibération en date du 11 décembre 2017 n°S201712016). Les communes concernées sont Auzerville-Tolosane, Castanet-Tolosan, Escalquens, Labège et Ramonville-Saint-Agne ;

4. La retenue prévisionnelle pour la gestion des eaux pluviales urbaines sur la base du rapport adopté par la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) les 8 juillet et 22 septembre 2021. Cette retenue est composée des avis hydrauliques et contrôle des autorisations d'urbanisme, de l'entretien des réseaux pluviaux et de la part 2022 du schéma directeur. Elle est détaillée ci-dessous ([annexe 2](#))

CLECT du 22/09/21	CLECT du 08/07/2021	CLECT du 08/07/2021	CLECT du 22/09/2022	CLECT du 08/07/2021	
delta sur avis hydrauliques		Coût petit entretien (convention 2022-2026)	Hydrocurage + inspection télévisée + curage bassin de rétention	Schéma directeur (part 2022 1/3)	TOTAL RETENUE EPU
Coût ADS 2021	16,6 % sur ADS 2021				
31 098	5 162	14 976	37 438	0	57 576

D'autre part, les coûts des services communs :

5. Le coût des services communs de mise à disposition de personnel et de commande publique constaté en 2021.

Ce prélèvement sur AC concerne les communes de Castanet-Tolosan, Deyme, Labège, Lauzerville, Montlaur et Pechbusque ;

6. La retenue relative au service commun d'instruction et de dématérialisation des autorisations du droit des sols, présentée ci-dessous ([annexe 3 a et b.](#))

ADS INSTRUCTION (Annexe 3a)

CU B	3
Déclaration préalable	112
PA < 3lots	
3lots ≤ PA ≤ 10lots	1
PA > 10 lots	
PC autres que PCMI	17
PC MI	9
Modif PC	5
Modificatifs PC MI	1
Modif PA	
Permis Démolir	2
Transfert	4
Vente par anticipation	1
différé	4
Prorogation, retrait	
ACTES TOTAUX	159
€ TOTAL 2021	31 098

ADS DÉMATÉRIALISATION (Annexe 3b)

INSEE	COMMUNE (> 3 500 hab)	COÛT 2021	Dossiers 2021
31446	RAMONVILLE SAINT-AGNE	934,00 €	481

Précisions relatives à la compétence voirie

Le Conseil de Communauté du 4 janvier 2016, a adopté le rapport de la CLECT relatif à la compétence voirie. A ce titre, il a validé le principe de définition des enveloppes communales et leur mode de financement par retenue sur l'AC.

Les tableaux ci-dessous (annexe 4) détermine le montant de la retenue sur AC à partir :

♦ Du choix réalisé par chaque commune pour la période 2021-2023 :

- Pour le montant des enveloppes d'investissement : éligibles au financement « pool routier » du Conseil Départemental de la Haute-Garonne ou non éligibles à ces financements (dites « hors pool routier ») ;
- Sur le mode de financement de cet investissement.

CALCUL DES RETENUES SUR AC VOIRIE

Enveloppe brute	Fonctionnement 2021 (1)	44 466
	Investissement éligible au pool routier (A)	372 571
	Investissement non éligible au pool routier (B)	1 259 517
Recettes	FCTVA fonctionnement (2)	6 866
	Subvention Pool-routier (C)	89 262
	FCTVA Investissement (D)	267 728
Enveloppe nette 2021-2023	Fonctionnement annuel (1)-(2)	37 599
	Investissement triennal (E) = (A)+(B)-(C)-(D)	1 275 098
Régularisation investissement période 2019-2020 (F)		239 831
Part communale annuelle	Fonctionnement (1)-(2)	37 599
	Investissement [(E) - 1/3 de l'investissement triennal net AC 2019] / 2 - (F)/3	409 470
Type financement	Part Autofinancement	0 %
	Part emprunt	100 %
	Retenue sur AC 2022	492 806

Retenue sur AC 2023	524 373
Retenue sur AC 2024	556 540
Retenue sur AC 2025	583 397
Retenue sur AC 2026	616 475
Retenue sur AC 2027	649 553
Retenue sur AC 2028	638 027
Retenue sur AC 2029	626 501
Retenue sur AC 2030	614 974
Retenue sur AC 2031	609 457
Retenue sur AC 2032	587 068
Retenue sur AC 2033	568 641
Retenue sur AC 2034	550 215
Retenue sur AC 2035	525 482
Retenue sur AC 2036	496 383

Retenue sur AC 2037	492 053
Retenue sur AC 2038	460185

♦ **Des travaux de fonctionnement de la voirie :**

Ces travaux sont constitués :

- des travaux d'entretien

Le Conseil de Communauté du 27 mars 2017 a approuvé la modification du financement des travaux de fonctionnement de la voirie (mutualisation).

Cette modification, effective depuis le 1^{er} avril 2017, a acté une retenue sur l'attribution de compensation annuelle au titre des travaux de fonctionnement (hors balayage et fauchage) calculée sur le linéaire de voies communales ainsi que sur leurs catégories de trafic (linéaire de voirie urbaine, campagne et rase campagne). Cette catégorisation sert à pondérer les différents linéaires. Le diagnostic voirie a servi de base pour cette catégorisation.

- des travaux de balayage et de fauchage

Par délibération du 8 avril 2019 (délibération n° S201904007), le Conseil de Communauté a validé, à partir de 2019 et afin d'assurer la sécurité dans le cadre de la compétence voirie, le principe de prélèvement annuel fixe sur l'attribution de compensation pour le fauchage et le balayage.

Pour le balayage, la participation de chaque commune est calculée sur la base d'un passage par an sur la totalité du linéaire de voies communales.

Pour le fauchage, la participation de chaque commune est calculée sur la base de deux passages par an sur la totalité du linéaire de voies communales fauchables.

L'annexe 5 ci-dessous présente le détail par commune de la retenue sur AC pour l'entretien (délibération du 27 mars 2017) et pour le fauchage et le balayage (délibération du 8 avril 2019).

VOIRIE FONCTIONNEMENT – RETENUE AC 2022

(1) Passage pour le balayage

(2) Passage pour le fauchage
entretien mutualisé

Fauchage	Balayage	Entretien	Total enveloppe 2021	FCTVA (5) = [(1) + (3)] * 16,404%	Coût Net (6) = (4) -(5)
(1)	(2)	(3)	(4) = (1) + (2) + (3)		
1 210	2 609	40 647	44 466	6 866	37 599

Le total de l'enveloppe de travaux de fonctionnement est lui-même repris dans l'annexe 4.

A noter que la participation des trois communes du Sicoval concernées par le financement du budget annexe « Équipements Intercommunaux » est également prélevée sur les reversements de fiscalité.

Conformément au principe de la révision libre de l'attribution de compensation prévue à l'article 1609 *nonies* C du CGI, chaque conseil municipal des communes membres devra délibérer sur le montant révisé de l'AC.

DISCUSSION

Mme **BROT** précise que M. KNÖDSEDER et elle-même ont voté favorablement cette AC lors du conseil communautaire du 4 avril, et que le groupe *Ramonville et vous* se prononcera donc en faveur de l'AC.

Décision

Le conseil municipal, après en avoir délibéré par 29 Voix POUR et 1 Voix CONTRE (Mme MARY) :

- APPROUVE les nouveaux montants des enveloppes voirie et des retenues sur AC correspondantes tels qu'ils ont été présentés ;
- APPROUVE les montants des AC 2022 tels qu'ils ont été présentés ;
- AUTORISE Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous les documents afférents à ce dossier.

10

DÉCISION MODIFICATIVE N°1 DU BUDGET PRINCIPAL 2022 **(Délibération n°2022/JUIN/86)**

Rapporteur : M. ARCE

Exposé des motifs

Il est rappelé que la présente décision modificative constitue une étape budgétaire supplémentaire de l'exercice 2022 du budget principal.

Les mouvements de crédits inscrits correspondent à la prise en charge de différents motifs

A cet effet, il est proposé au Conseil Municipal :

- Une décision modificative n°1 sur le Budget Principal 2022 : pour un total de 356 727,23 € section d'investissement

DISCUSSION

Mme BROT indique que le groupe *Ramonville et vous* n'a aucune remarque à formuler concernant les ajustements présentés, tant sur la cession du bâtiment rue de Catalogne que sur la réattribution de la subvention à Melloulèche. Elle souligne toutefois que cette DM amende un budget primitif sur lequel le groupe *Ramonville et vous* a de profonds désaccords quant aux arbitrages effectués. Elle précise que les élus voteront donc contre cette décision modificative.

Décision

- VU la délibération n°2022/MARS/21 en date du 31/03/2022 et relative au vote du budget primitif 2022 ;
- VU la délibération n°2022/MAI/49 en date du 19/05/2022 et relative au vote des budgets supplémentaires 2022 - budget principal et budgets Annexes ;

Le conseil municipal, après en avoir délibéré par 25 Voix POUR et 5 Voix CONTRE (Mme BROT, M. KNÖDLSER, Mme VASSAL, M. LAPEYRE et Mme MARY) :

- VOTE la décision modificative N°1 pour le budget Principal 2022 telle que décrite.

11

FIXATION DES TARIFS MUNICIPAUX 2022/2023 **(Délibération n°2022/JUIN/87)**

Rapporteur : M. ARCE

En préambule, **M. ARCE** propose que l'annexe des tarifs adressée aux conseillers municipaux, concernant la médiathèque (p 381), soit corrigée de la façon suivante, à savoir :

- Abonnement annuel Habitant à Ramonville : **14,50 €** et non 14,60 €
- Abonnement annuel Extérieurs Ramonville : **29,50 €** et non 29,30 €
- Remboursement carte d'abonnement perdue ou volée : **reste inchangé à 2,50€** et non 2,60 €

Exposé des motifs

Comme chaque année, les tarifs municipaux feront l'objet d'une révision applicable au 1^{er} septembre 2022 à l'exception des tarifs de la restauration scolaire et des ALAE qui seront modifiés à compter de la date de rentrée scolaire 2022-2023 (soit le 2 septembre 2022).

Afin d'harmoniser au mieux l'ensemble de ces tarifs, ils sont proposés par domaines :

TARIFS MUNICIPAUX 2022-2023	
QUOTIENT FAMILIAUX	
Tranche de revenus	2022_2023
TRANCHE 0 (applicable à la restauration scolaires et aux ALAE)	QF < 440 €
TRANCHE 1	440 € < QF ≤ 605 €
TRANCHE 2	605 € < QF ≤ 899 €
TRANCHE 3	899 € < QF ≤ 1 116 €
TRANCHE 4	1 116 € < QF ≤ 1 490 €
TRANCHE 5	1 490 € < QF ≤ 1 824 €
TRANCHE 6	1824 < QF

VALORISATION DU DOMAINE PUBLIC		
OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC	Tarifs en vigueur	Proposition 2022-2023
<u>DROITS DE PLACE AU MARCHÉ</u>		
Étalages inférieurs à 3 mètres (forfait)	3,12 €	3,26 €
Étalages égaux ou supérieurs à 3 mètres (le mètre linéaire)	1,49 €	1,56 €
<u>DROITS DE PLACE - VIDE GRENIERS</u>		
Vide greniers payant : Étalages 3m	2,16 €	2,26 €

locaux temporaires (buvette, foodtruck, etc.) : installations inférieures à 3 mètres (forfait mensuel)	90,50 €	94,50 €
locaux temporaires (buvette, foodtruck, etc.) : Installations supérieures ou égales à 3 mètres (le mètre linéaire au mois)	42,70 €	44,60 €
Cirques et ventes publicitaires (journée)	68,34 €	71,40 €
CONCESSION TERRASSE avenue Tolosane	2 euros/m²/an	2 euros/m²/an
CONCESSION TERRASSE autres secteurs	2 euros/m²/an	2 euros/m²/an
<u>CONCESSIONS CIMETIERE</u>		
Caveaux 50 ans	941,00 €	983,00 €
Caveaux perpétuité	1 191,00 €	1 245,00 €
Tombes 30 ans	205,00 €	214,00 €
Tombes perpétuité	241,00 €	252,00 €
Tombes maçonnées perpétuité	526,00 €	550,00 €
Cave urne 30 ans	753,00 €	787,00 €
Cave urne 50 ans	904,00 €	945,00 €
<u>COLUMBARIUM</u>		
15 ans	394,00 €	412,00 €
30 ans	643,00 €	672,00 €
50 ans	904,00 €	945,00 €
ouverture case	42,20 €	44,00 €

VALORISATION DU DOMAINE BÂTI ET DU MATÉRIEL		
LOCATIONS DES SALLES MUNICIPALES		
Tarifs de 8 h à 7 h le lendemain : salle rendue propre et rangée et en état. Tout dépassement d'horaires pourra donner lieu à facturation d'une journée supplémentaire.		
SALLE DES FÊTES	Tarifs en vigueur	Proposition 2022-2023
Catégorie A 1 : Associations ramonvilloises, antennes locales d'associations nationales, écoles élémentaires et primaires extérieures de la commune, comités d'entreprises locales (1 ^{ère} utilisation)	Gratuité	Gratuité
A 2 : catégorie A 1 pour les 2 ^{ème} et 3 ^{ème} utilisations (sauf écoles maternelles et primaires)	93,20 €	97,00 €
A 3 : catégorie A 1 pour les 4 ^{ème} utilisation et suivantes (sauf écoles maternelles et primaires) A 3 : Association ramonvilloise 4 ^{ème} utilisation et suivantes	445,00 €	465,00 €
Syndics de copro ramonvilloises	101,00 €	106,00 €
Catégorie B1 : Associations non ramonvilloises, partenaires et organismes partenaires de la commune ou d'une associations de Ramonville	502,00 €	525,00 €

Catégorie B2 : organismes privés	2 010,00 €	2 100,00 €
Catégorie B3 : Associations non ramonvilloises, associations étudiantes, grandes écoles	1 507,00 €	1 575,00 €
Location du pont arrière scène par jour (jour concerts ou spectacles)	95,50 €	100,00 €
Pénalité pour non respect règlement d'utilisation	188,00 €	196,00 €
Forfait nettoyage et remise en état de la salle (si rendue dans un état inacceptable) : Forfait variable selon l'état des lieux à la sortie	70€ à 395€	70€ à 395€
Caution	500,00 €	500,00 €
GRANDES SALLES MUNICIPALES	Tarifs en vigueur	Proposition 2022-2023
Ferme de Cinquante, Château de Soule Grande salle (rdc droite), Salle Cazeaux, Occitanie (1)		
Associations ramonvilloises ou partenaires institutionnels de la commune (SICOVAL, etc.)	Gratuité	Gratuité
Association ramonvilloise : à partir 3ème utilisation ponctuelle, dans l'année scolaire	52,70 €	55,00 €
Particuliers ramonvillois (uniquement ferme de 50) (2)	279,40 €	292,00 €
Comités d'entreprises ou Syndics de copro ramonvilloises	100,50 €	105,00 €
Associations non ramonvilloises en partenariat avec les associations ramonvilloises	301,50 €	315,00 €
Associations non ramonvilloises	402,00 €	420,00 €
Organismes privés : salles Occitanie et Cazeaux	402,00 €	420,00 €
Utilisation hebdomadaire de la salle Cazeaux à l'année (l'heure)	20,10 €	21,00 €
Pénalité pour non respect règlement d'utilisation	78,40 €	82,00 €
Forfait nettoyage et remise en état de la salle (si rendue dans un état inacceptable)	397,00 €	415,00 €
Caution	100,00 €	100,00 €
(1) Occitanie : salle prioritairement destinée aux partis, groupes ou associations politiques locales (constitués à RSA)		
(2) Particuliers : Pour la Ferme de 50 uniquement, application d'une réduction de 25 % du tarif de location pour les agents municipaux, conformément au règlement d'application des tarifs		
PETITES SALLES MUNICIPALES	Tarifs en vigueur	Proposition 2022-2023
Château de Soule Petite salle (rdc gauche), Maison des Associations, autres salles communales		
Associations ramonvilloises	Gratuité	Gratuité
Comités d'entreprises ou Syndics de copro ramonvilloises	100,50 €	105,00 €
Association non ramonvilloise, particulier non ramonvillois, syndic non ramonvillois et tous les organismes privés	Pas de prêt	Pas de prêt
Pénalité pour non respect règlement d'utilisation	78,40 €	82,00 €
Forfait nettoyage et remise en état de la salle (si rendue dans	397,00 €	415,00 €

un état inacceptable)		
SALLES MUNICIPALES de QUARTIER	Tarifs en vigueur	Proposition 2022-2023
Port Sud, Eco-Quartier du Midi, Rosa Parks, Lapeyrade, Oriola, Florales Salle Thoumelou, Salle Pablo Picasso		
Associations ramonvilloises	Gratuité	Gratuité
Particuliers ramonvillois	Pas de prêt	idem
Comités d'entreprises ou Syndics de copro ramonvilloises	100,50 €	105,00 €
Association non ramonvilloise, particulier non ramonvillois, syndic non ramonvillois et tous les organismes privés	Pas de prêt	Pas de prêt
Pénalité pour non respect règlement d'utilisation	78,40 €	82,00 €
Forfait nettoyage et remise en état de la salle (si rendue dans un état inacceptable)	397,00 €	415,00 €
Perte de Clés / reproduction	21,30 €	22,20 €
CINÉMA	Tarifs en vigueur	Proposition 2022-2023
Association non ramonvilloise dans le cadre d'un partenariat		
Prestation du technicien (l'heure)	37,20 €	38,80 €
Location organisme privé - 1 journée	975,00 €	1 020,00 €
Location organisme privé - 1/2 journée	503,00 €	526,00 €
CENTRE CULTUREL	Tarifs en vigueur	Proposition 2022-2023
Prestation technicien (dans le cadre d'un partenariat) ou en sus de la location : l'heure	37,20 €	38,80 €
LOCATIONS GYMNASES et équipements couverts	Tarifs en vigueur	Proposition 2022-2023
L'heure (1 agent)	37,20 €	38,80 €
Journée pour association ou organisme non ramonvillois	188,00 €	196,00 €
Journée pour association ou organisme non ramonvillois avec représentation dans la Commune ou sous convention de partenariat	107,50 €	112,00 €
Pénalité pour non respect du règlement d'utilisation	79,00 €	79,00 €
Forfait nettoyage gymnases (si rendus dans un état inacceptable)	152,00 €	152,00 €
LOCATIONS STADES	Tarifs en vigueur	Proposition 2022-2023
L'heure (entraînement)	45,20 €	47,20 €
Match (terrain, vestiaire, traçage)	234,00 €	244,50 €
Location annuelle terrain d'entraînement pour associations extérieures (40 sem X 2 h)	610,00 €	638,00 €
Pénalité pour non respect du règlement d'utilisation	79,00 €	79,00 €

Forfait nettoyage vestiaires (si rendus dans un état inacceptable)	394,00 €	394,00 €
LOCATIONS PISTE	Tarifs en vigueur	Proposition 2022-2023
L'heure (entraînement)	45,20 €	47,20 €
Compétition (pistes + vestiaires)	183,00 €	191,00 €
Location annuelle piste pour associations extérieures (40 sem X 2 h)	508,50 €	531,00 €
MAISON DES SPORTIFS	Tarifs en vigueur	Proposition 2022-2023
Journée pour association non ramonvilloise	162,80 €	170,10 €
Journée pour association non ramonvilloise avec représentation dans la Commune	140,70 €	147,00 €
Demi-Journée pour association non ramonvilloise	81,40 €	85,00 €
Demi-Journée pour association non ramonvilloise avec représentation dans la Commune	70,30 €	73,40 €
Utilisation par association non ramonvilloise partenaire (la journée)	50,20 €	52,40 €
Pénalité pour non respect du règlement d'utilisation	79,00 €	82,50 €
Forfait nettoyage salle (si rendue dans un état inacceptable)	394,00 €	412,00 €
LOCATIONS DE MATÉRIEL		
<u>PHOTOCOPIES (appareil à la Vie Associative)</u>	Tarifs en vigueur	Proposition 2022-2023
1 à 4 000 copies (les mille)	10,00 €	10,00 €
Au-delà de 4 000 copies (les mille)	10,00 €	10,00 €
<u>Nouveau tarif location 24 h</u>	Tarifs en vigueur	Proposition 2022-2023
Cafetière pour les associations	31,00 €	31,00 €
NB : les partis, groupes ou associations à caractère politique, et uniquement pour ceux de la commune, ne sont pas concernés par ces tarifs.		
<u>MATÉRIEL POLYVALENT</u>	Tarifs en vigueur	Proposition 2022-2023
(tarif à la journée sauf précision, le matériel étant livré pour les demandeurs ramonvillois mais non monté **		
Tribunes mobiles	261,30 €	273,00 €
Podium roulant journée	261,30 €	273,00 €
Podium roulant 3 jours	608,00 €	635,00 €
Podium roulant 5 jours	975,00 €	1 019,00 €
Sonorisation de base (ampli, 2 haut-parleurs, 1 lecteur CD, 1 micro)	95,40 €	100,00 €
Podium samia	11,90 €	12,40 €

Barrière	2,60 €	2,70 €
Grille d'exposition	4,55 €	4,75 €
Table	3,45 €	3,60 €
Chaises (le lot de 10)	6,25 €	6,53 €
Lecteur compact disque	11,40 €	11,91 €
Tente (3m X 3m)	40,80 €	42,64 €
Pour le matériel polyvalent : application de la gratuité pour les associations ramonvilloises et les écoles (y compris celles de communes voisines)		
OFFRE DE SERVICES A CARACTERE SOCIAL, EDUCATIF , CULTUREL ET SPORTIF		
COURS ÉCOLE DE NATATION (à partir de 6 ans), COURS ADULTES		
ÉCOLE DE NATATION ANNUELLE (à partir de 6ans)	Tarifs en vigueur	Proposition 2022-2023
Tranche 1 et 2	50,00 €	52,00 €
Tranche 3	80,00 €	83,00 €
Tranche 4	100,00 €	104,00 €
Tranche 5	112,00 €	117,00 €
Tranche 6	125,00 €	131,00 €
Tranche 7	130,00 €	136,00 €
extérieurs	170,00 €	177,00 €
Tarifs réduits (année)/ agents municipaux	55,00 €	57,00 €
COURS ET ACTIVITÉS AQUATIQUES	Tarifs en vigueur	Proposition 2022-2023
Leçons de natation adultes (l'heure) et aquaphobie	12,00 €	12,50 €
10 leçons de natation adulte et aquaphobie	100,00 €	104,50 €
Leçons de natation adultes (l'heure) et aquaphobie non ramonvillois	17,00 €	18,00 €
10 leçons de natation adulte et aquaphobie non ramonvillois	150,00 €	156,00 €
Eveil aquatique (4-6 ans)	Tarifs en vigueur	Proposition 2022-2023
1 séance (entrée enfant et adulte)	7,00 €	7,30 €
12 séances (entrées enfant et adulte)	75,00 €	78,00 €
STAGES enfants de 6 à 12 ans, créneaux de 45 minutes, 5 jours consécutifs	Tarifs en vigueur	Proposition 2022-2023
Ramonvillois (4 séances de 45mn)	50,00 €	52,00 €
Non ramonvillois (4 séances de 45 mn)	70,00 €	73,00 €
** pour une utilisation multiple de 24h, les tarifs peuvent être éventuellement et exceptionnellement adaptés.		

ATELIERS EMEAR			
1. MODULATION TARIFAIRE EN FONCTION DES REVENUS (% du tarif de la tranche T4)			
Tranche 1 et 2		-50,00 %	
Tranche 3		-20,00 %	
Tranche 4		0	
Tranche 5		12,00 %	
Tranche 6		25,00 %	
Tranche 7		30,00 %	
Extérieur		70,00 %	
2. ABATTEMENT PAR ENFANT D'UNE MEME FAMILLE			
A partir du 2° enfant d’une même famille		-25,00 %	
TARIF TRIMESTRIEL			
ADULTES	Tarifs en vigueur		Proposition 2022-2023
Arts plastiques, Danse,Cirque, théâtre, 1,5h ou 2h	Tranche 1 et 2	34,90 €	36,40 €
	Tranche 3	55,90 €	58,40 €
	Tranche 4	69,90 €	73,00 €
	Tranche 5	78,25 €	81,70 €
	Tranche 6	87,35 €	91,20 €
	Tranche 7	90,85 €	95,00 €
	Extérieur	118,50 €	124,00 €
Formation musicale, pratique d’ensemble, chant	Tranche 1 et 2	23,95 €	25,00 €
	Tranche 3	38,35 €	40,00 €
	Tranche 4	47,95 €	50,00 €
	Tranche 5	53,70 €	56,10 €
	Tranche 6	59,90 €	62,60 €
	Tranche 7	62,35 €	65,20 €
	Extérieur	81,30 €	85,00 €
FM+ instruments 30’ + pratique collective	Tranche 1 et 2	77,50 €	80,90 €
	Tranche 3	124,00 €	129,50 €
	Tranche 4	155,00 €	161,90 €
	Tranche 5	173,60 €	181,40 €
	Tranche 6	193,75 €	202,40 €
	Tranche 7	201,50 €	210,60 €
	Extérieur	262,95 €	275,00 €
Instrument (30mn)	Tranche 1 et 2	53,55 €	55,90 €
	Tranche 3	85,65 €	89,50 €

	Tranche 4	107,10 €	111,90 €
	Tranche 5	119,95 €	125,30 €
	Tranche 6	133,85 €	139,80 €
	Tranche 7	139,25 €	145,60 €
	Extérieur	181,65 €	190,00 €
JEUNES* Le tarif JEUNES s'applique aux enfants de moins de 18 ans et aux étudiants de moins de 26 ans		Tarifs en vigueur	Proposition 2022-2023
Arts plastiques, Danse, Cirque, théâtre	Tranche 1 et 2	29,10 €	30,40 €
	Tranche 3	46,50 €	48,50 €
	Tranche 4	58,15 €	60,70 €
	Tranche 5	65,10 €	68,00 €
	Tranche 6	72,65 €	75,90 €
	Tranche 7	75,60 €	79,00 €
	Extérieur	98,60 €	103,00 €
Formation musicale, pratique collective, Eveil, Initiation y compris danse, cirque et arts plastiques (1h)	Tranche 1 et 2	19,90 €	20,80 €
	Tranche 3	31,85 €	33,20 €
	Tranche 4	39,80 €	41,50 €
	Tranche 5	44,55 €	46,50 €
	Tranche 6	49,75 €	52,00 €
	Tranche 7	51,75 €	54,00 €
	Extérieur	67,45 €	70,50 €
FM+ instruments 20' + pratique collective	Tranche 1 et 2	53,55 €	55,90 €
	Tranche 3	85,65 €	89,50 €
	Tranche 4	107,10 €	111,90 €
	Tranche 5	119,95 €	125,30 €
	Tranche 6	133,85 €	139,80 €
	Tranche 7	139,25 €	145,50 €
	Extérieur	181,60 €	190,00 €
FM+ instruments 30' + pratique collective	Tranche 1 et 2	64,25 €	67,10 €
	Tranche 3	102,80 €	107,40 €
	Tranche 4	128,50 €	134,20 €
	Tranche 5	143,90 €	150,30 €
	Tranche 6	160,60 €	167,80 €
	Tranche 7	167,05 €	174,60 €
	Extérieur	217,95 €	228,00 €
Instrument (30mn)	Tranche 1 et 2	44,35 €	46,30 €
	Tranche 3	71,00 €	74,20 €
	Tranche 4	88,75 €	92,70 €
	Tranche 5	99,40 €	103,80 €
	Tranche 6	110,95 €	115,90 €

				Tranche 7	115,35 €	120,50 €
				Extérieur	150,45 €	157,50 €
Pour adultes ou jeunes					Tarifs en vigueur	Proposition 2022-2023
EMEAR : Location instruments de musique (saison : sept. à juin)						
Tranche 1, tranche 2 et tranche 3					GRATUIT	GRATUIT
Au-delà					84,00 €	87,00 €
EMEAR : Participation seulement aux orchestres (saison : sept. à juin)					37,00 €	38,00 €
RESTAURANT SCOLAIRE					Tarifs en vigueur	Proposition 2022-2023
Tranche 1					0,60 €	0,62 €
Tranche 2					1,17 €	1,22 €
Tranche 3					2,26 €	2,36 €
Tranche 4					3,33 €	3,48 €
Tranche 5					3,95 €	4,13 €
Tranche 6					4,54 €	4,74 €
Tranche 7					5,03 €	5,26 €
Tarif extérieur					5,72 €	5,98 €
Coût carte de pointage duplicata					5,20 €	5,20 €
A.L.A.E. Centre de Loisirs Associé aux Ecoles (par mois)					Tarifs en vigueur	Proposition 2022-2023
Tranche 1					2,49 €	2,60 €
Tranche 2					3,31 €	3,46 €
Tranche 3					4,97 €	5,19 €
Tranche 4					6,65 €	6,95 €
Tranche 5					9,15 €	9,56 €
Tranche 6					12,49 €	13,05 €
Tranche 7					16,64 €	17,39 €
CENTRE SOCIAL						
Adhésion Individuelle	Tarifs en vigueur			Proposition 2022-2023		
	Adhésion	Une activité	Multi-activités	Adhésion	Une activité	Multi-activités
Tranche 1	2 €	1€/an	5€/an	2 €	1€/an	5€/an
Tranche 2	3 €	2€/an	10€/an	3 €	2€/an	10€/an

Tranche 3	4 €	5€/an	15€/an	4 €	5€/an	15€/an
Tranche 4	5 €	10€/an	20€/an	5 €	10€/an	20€/an
Tranche 5	6 €	15€/an	25€/an	6 €	15€/an	25€/an
Tranche 6	7 €	20€/an	30€/an	7 €	20€/an	30€/an
Tranche 7	8 €	25€/an	35€/an	8 €	25€/an	35€/an
Tarif extérieur	16 €	50€/an	70€/an	16 €	50€/an	70€/an
Adhésion familiale	Adhésion	Une activité	Multi-activités	Adhésion	Une activité	Multi-activités
Tranche 1	4 €	1€/an	5€/an	4 €	1€/an	5€/an
Tranche 2	6 €	2€/an	10€/an	6 €	2€/an	10€/an
Tranche 3	8 €	5€/an	15€/an	8 €	5€/an	15€/an
Tranche 4	10 €	10€/an	20€/an	10 €	10€/an	20€/an
Tranche 5	15 €	15€/an	25€/an	15 €	15€/an	25€/an
Tranche 6	20 €	20€/an	30€/an	20 €	20€/an	30€/an
Tranche 7	25 €	25€/an	35€/an	25 €	25€/an	35€/an
Tarif extérieur	50 €	50€/an	70€/an	50 €	50€/an	70€/an
Prestations complémentaires						
Repas (atelier cuisine)	3€/personne			3€/personne		
Sorties extérieures	4€ personne non imposable et mineurs			4€ personne non imposable et mineurs		
	7€/personne imposable			7€/personne imposable		
Tarif spécifique pour les personnes bénévoles qui animent un atelier hebdomadaire : paiement que de l'adhésion						
Facilité de paiement : possibilité de payer en trois fois						
Si adhésion en cours d'année, possibilité de payer au semestre : septembre à février et mars à août : tarifs ci-dessus divisés par deux.						
Pour les personnes qui participent seulement aux sorties (mer/montagne/été) ou au Thé au ciné = paiement que de l'adhésion						
Espace 0/3 ans : correspond à une activité						
Grands-parents qui adhèrent en famille avec un/des petits enfants : prendre le revenu fiscal des grands-parents mais ne pas ajouter de part .						
Couples mariés dont une seule personne souhaite adhérer en adhésion individuelle : prendre le revenu fiscal du couple divisé par 2 et compter qu'une seule part.						
OFFRE POUR L'ACCES AUX EQUIPEMENTS SPORTIFS ET CULTURELS						
PISCINE					Tarifs en vigueur	Proposition 2022_2023
Tarif Carte (1 ^{ère} carte ou remplacement suite à perte ou vol) hors Pass ta carte					2,50 €	2,60 €
Entrée adulte ramonvillois à partir de 18 ans					3,00 €	3,10 €

Entrée adulte extérieur à partir de 18 ans	4,00 €	4,20 €
Entrée enfant ramonvillois de 5 à 18 ans	1,50 €	1,60 €
Entrée enfant extérieur de 5 à 18 ans	2,50 €	2,60 €
Enfants de moins de 5 ans et accompagnants PMR	gratuit	gratuit
Entrée tarif réduit ramonvillois à partir de 18 ans Etudiant sur présentation d'un justificatif, PMR, seniors + de 65 ans)	1,60 €	1,70 €
Entrée tribu 2 adultes et jusqu'à 3 enfants (ramonvillois) avec justificatifs	8,00 €	8,30 €
Abonnement tribu 12 entrées 2 adultes et jusqu'à 3 enfants (ramonvillois)	25,00 €	26,10 €
Abonnement 12 entrées ramonvillois	30,00 €	31,30 €
Abonnement 12 entrées extérieur	48,00 €	50,00 €
Abonnement duo 12 entrées (ramonvillois)	30,00 €	31€/an
Abonnement individuel tarifs réduits 12 entrées ramonvillois	17,00 €	17,70 €
Abonnement annuel nominatif adulte ramonvillois	170,00 €	177,00 €
Abonnement annuel nominatif enfant ou réduit ramonvillois	80,00 €	83,60 €
Groupes gratuits par convention de partenariat, décision municipale ou CCAS/Ephad	gratuit	gratuit
Location ligne d'eau / heure	25,00 €	26,10 €
Accès bassin partenariat / heure	25,00 €	26,10 €
Location bassin hors partenariat / heure	200,00 €	210,00 €
Accès bassin scolaire école Ramonvilloise / heure	gratuit	gratuit
Accès bassin scolaire école extérieure / heure	120,00 €	125,00 €
MÉDIATHÈQUE	Tarifs en vigueur	Proposition 2022_2023
Abonnement annuel Habitant à Ramonville	14,00 €	14,50 €
Abonnement annuel Extérieurs Ramonville	28,00 €	29,50 €
Abonnement annuel Enfants - de 18 ans, personnes bénéficiant du minima social, sur présentation d'un justificatif*	Gratuité	Gratuité
Remboursement carte d'abonnement perdue ou volée	2,50 €	2,50 €
Braderie : vente CD	1,00 €	1,00 €
Braderie : vente d'ouvrages Livre-disque, livre CD ou livre	2,00 €	2,00 €
* Justificatif pour les minima sociaux : RSA, ASS, AAH, ASPA, ADA		
AUTRES		
RESTAURANT MUNICIPAL DU PERSONNEL	Tarifs en vigueur	Proposition 2022_2023
Personnel communal : indice < 400, travailleurs TIG et stagiaires rémunérés	4,07 €	4,20 €
Indice > 400	5,00 €	5,20 €
Personnel enseignant	4,47 €	4,67 €

Stagiaires non rémunérés	gratuité	gratuité
Collation petit déjeuner	2,05 €	2,10 €

DISCUSSION

Mme BROT confirme que le pays est confronté à une crise économique, que le levier tarification des services publics peut devenir important pour les collectivités et qu'il peut limiter un poids lourd sur les contribuables.

Elle rappelle que le groupe *Ramonville et vous* avait proposé de réfléchir à long terme sur le financement des services, en particulier à l'équilibre entre le coût du service facturé à l'usager et la part financée par l'impôt. Elle insiste sur le fait que les tarifs municipaux sont parmi les plus bas, car 77 % des recettes sont financées par l'impôt à Ramonville. Elle souligne que le levier fiscal avait déjà été activé par la commune voici un an et que l'inflation n'affecte pas uniquement les finances des collectivités, mais également le portefeuille des Ramonvillois. Elle reconnaît toutefois que les collectivités ne sont actuellement pas accompagnées par l'État. Elle suppose que la majorité a chiffré le dégel du point d'indice sur la masse salariale, mais elle remarque qu'une hausse plus modérée des tarifs aurait pu être imaginée, inférieure à l'inflation : elle aurait pu modérer l'impact sur les foyers.

M. LE MAIRE explique que la Ville procède différemment en intervenant sur les quotients familiaux. Il estime que les propos de Mme BROT sont contradictoires avec la proposition du groupe formulée en 2021 visant à tendre vers 50/50. Il indique que la Ville privilégie une augmentation des tranches de quotient familial pour faire entrer des familles dans des quotients familiaux dans lesquels elles ne sont pas, sans pour autant faire décrocher les prix.

Décision

- VU le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 1111-2 , L 2121-29, L 2331-2 à 4 ;
- VU la délibération du conseil municipal n°2021-JUIL-87 en date du juillet et 2021 relative aux tarifs communaux et intitulée « Révision tarifs 2021/2022 » ;
- VU le budget communal ;
- CONSIDÉRANT qu'il convient de réévaluer les tarifs municipaux ;
- VU l'avis de la Commission des Affaires Générales, Finances et Relations extérieures en date du 21 juin 2022 ;

Le conseil municipal, après en avoir délibéré par 23 Voix POUR et 1 Voix CONTRE (Mme MARY) et 6 ABSTENTIONS (Mme BROT, M. KNÖDLSER, Mme VASSAL, M. LAPEYRE, M. PALÉVODY et Mme TACHOIRE) :

- VOTE les tarifs 2022/2023 tels que présentés ;
- APPROUVE le règlement des réductions tarifaires qui peuvent être accordées aux utilisateurs des services municipaux ;
- CHARGE Monsieur Le Maire de prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération ;
- PRÉCISE que les recettes en résultant seront perçues sur le budget de l'exercice concerné.

12

GARANTIE D'EMPRUNT A SA HLM LES CHALETS POUR UN PRÊT DESTINÉ AU FINANCEMENT DE L'OPÉRATION DE LA CONSTRUCTION DE 16 LOGEMENTS SITUES RUE VICTOR HUGO, « FLORALIES 3 » A RAMONVILLE SAINT-AGNE (Délibération n°2022/JUIN/88)

Rapporteur : M. ARCE

Exposé des motifs

La SA HLM LES CHALETS a sollicité la Banque des Territoires du groupe CDC qui a proposé le contrat de prêt n°134170, selon les caractéristiques financières référencées à l'annexe « Contrat de prêt », pour un prêt d'un montant de 2 206 164 € selon la ventilation suivante :

- PLAI d'un montant de 319 355 € ;
- PLAI foncier d'un montant de 218 658 € ;
- PLUS d'un montant de 888 282 € ;
- PLUS foncier d'un montant de 539 869 € ;
- Prêt booster BEI Taux fixe d'un montant de 240 000 €.

Ce prêt est destiné au financement de l'opération d'acquisition de 16 logements dont 11 logements PLUS et 5 logements PLA-I situés rue Victor Hugo « Floralties 3 » à Ramonville Saint-Agne.

La SA HLM LES CHALETS sollicite la garantie de la Commune de Ramonville Saint-Agne à hauteur de 30 % du prêt, soit 661 849,20 €.

Offre CDC					
Caractéristiques de la ligne du prêt	PLAI	PLAI foncier	PLUS	PLUS foncier	Prêt booster
Enveloppe	-	-	-	-	BEI Taux Fixe – Soutien à la production
Identifiant de la ligne du prêt	5470638	5470637	5470636	5470635	5470639
Montant de la ligne du prêt	319 355 €	218 658 €	888 282 €	539 869 €	240 000 €
Commission d'instruction	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Taux de période	0,80 %	1,37 %	1,53 %	1,37 %	1,76 %
TEG de la ligne du prêt	0,80 %	1,37 %	1,53 %	1,37 %	1,76 %
Phase de préfinancement					
Durée du préfinancement	12 mois	12 mois	12 mois	12 mois	12 mois
Index de préfinancement	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A	Taux fixe
Marge fixe sur index de préfinancement	-0,20 %	0,17 %	0,53 %	0,37 %	-
Taux d'intérêt du préfinancement	0,80 %	1,17 %	1,53 %	1,37 %	1,76 %

Règlement préfinancement	Capitalisation	Capitalisation	Capitalisation	Capitalisation	Capitalisation
--------------------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------

Phase d'amortissement					
Durée	40 ans	80 ans	40 ans	80 ans	40 ans
Index	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A	Taux fixe
Marge fixe sur index	-0,20 %	0,37 %	0,53 %	0,37 %	-
Taux d'intérêt	0,80 %	1,37 %	1,53 %	1,37 %	1,76 %
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité de Rupture du Taux Fixe
Modalité de révision	DR	DR	DR	DR	Sans objet
Taux de progressivité de l'échéance	0,50 %	0,50 %	-0,50 %	-0,50 %	-
Mode de calcul des intérêts	Équivalent	Équivalent	Équivalent	Équivalent	Équivalent
Base de calcul des intérêts	30/360	30/360	30/360	30/360	30/360

Décision

- VU les articles L 2252-1 et L 2252-2 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU l'article 2298 du Code civil ;
- VU le contrat de prêt n° 134170 à intervenir entre SA HLM Des Chalets et la Caisse des dépôts et consignations ;

Le conseil municipal, après en avoir délibéré par 25 Voix POUR et 1 Voix CONTRE (Mme MARY) et 4 ABSTENTIONS (Mme BROT, M. KNÖDLSER, Mme VASSAL et M. LAPEYRE) :

- ACCORDE sa garantie à hauteur de 30% pour le remboursement du prêt n°134170 dont le contrat fait partie intégrante de la délibération, souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières du prêt et aux charges et conditions du contrat tel que présenté ;
- ACCORDE sa garantie pour la durée totale du prêt jusqu'au complet remboursement de celui-ci et sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par SA HLM LES CHALETS dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité ;
- S'ENGAGE sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, à se substituer à SA HLM LES CHALETS pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement ;
- S'ENGAGE pendant toute la durée du prêt à libérer dans les meilleurs délais, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour en couvrir les charges ;
- AUTORISE Monsieur Le Maire, ou son représentant, à prendre toutes les dispositions et à signer tout acte afférent à ce dossier.

13

INFORMATION RELATIVE AU JURY DE CONCOURS POUR LA MAÎTRISE D'ŒUVRE RÉNOVATION, EXTENSION ET RESTRUCTURATION DU GROUPE SCOLAIRE JEAN JAURÈS

Rapporteurs : Mme DOSTE et M. ARCE

Contexte

Par délibération du 31 mars 2022, la Commune a adopté le pré-programme pour la **rénovation, l'extension et la restructuration, du groupe scolaire Jean Jaurès**.

Le programme de l'opération est ainsi proposé en séance du Conseil municipal du 30 juin 2022.

Pour mémoire Z'A&MO, assistant à maîtrise d'ouvrage retenu pour cette opération, a établi un pré-programme pour la restructuration et l'extension du groupe scolaire pour un montant estimatif des travaux de 3 300 000 € HT valeur mars 2022.

Ainsi, par délibération n°2022/MARS/24 du 31 Mars 2022, la part de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux a été évaluée à 3,3 Millions d'€ HT.

Exposé des motifs

Le conseil municipal a approuvé la composition du jury de concours lors de sa séance en date du 19 mai dernier.

Dans ce cadre, il apparaît opportun de préciser les éléments suivants :

- Le nom des 2 membres qualifiés à voix délibérative dont les noms n'ont été communiqués que fin mai par l'ordre des architectes et le CAUE ;
- Également, afin que le jury n°2 soit assuré et le quorum atteint, de proposer des membres suppléants aux membres à voix délibératives.

Relevé de l'information

Le Conseil Municipal est donc informé des éléments exposés tels que :

<u>MEMBRES TITULAIRES À VOIX DÉLIBÉRATIVES</u>	<u>MEMBRES SUPPLÉANTS À VOIX DÉLIBÉRATIVES</u>
<ul style="list-style-type: none">• M. Pablo ARCE – 2^{ème} adjoint au Maire, Administration générale, finances et ressources humaines• M. Bernard PASSERIEU – 4^{ème} adjoint au Maire, Aménagement du territoire et services techniques• Mme Marie-Pierre DOSTE 1^{ère} adjointe, Éducation, enfance et jeunesse• M. Denis LAPEYRE – Conseiller municipal• M. Jean-Marc DENJEAN – Conseiller municipal• Mme AMBITE ROBIN Isabel - Architecte programmatrice missionnée par l'Ordre des Architectes• M. MARTINET Xavier - Architecte au CAUE	<ul style="list-style-type: none">• M. Marie-Pierre GLEIZES, 3^{ème} adjointe au Maire, Démocratie ouverte, conseils de quartier et communication• M. Alain CARRAL, 6^{ème} Adjoint au Maire, Transition écologique stratégie zéro carbone et relations internationales• Mme Véronique BLANSTIER, 7^{ème} Adjointe au Maire, Cohésion sociale solidarités et dépendance• Mme Marie-Annick VASSAL, Conseillère municipale• M. Henri AREVALO, Conseiller municipal

**CENTRE SOCIAL : ORGANISATION DU VOYAGE SENIOR 2022 – ÉTABLISSEMENT DES
CONVENTIONS AVEC L'ANCV ET L'ORGANISME CHARGE DE L'HÉBERGEMENT**
(Délibération n°2022/JUIN/89)

Rapporteur : Mme BLANSTIER

Exposé des motifs

Le centre social *Couleurs et Rencontres*, en lien avec la Résidence Autonomie Francis Barousse, organise chaque année un voyage destiné aux personnes retraitées de plus de 60 ans, dans le cadre du programme *Seniors en Vacances*. Ce séjour est ouvert à un groupe de 27 personnes, dont 2 accompagnateurs et 1 chauffeur.

Ce programme s'attache à favoriser l'accès aux vacances pour tous et par là même, à permettre à une partie des personnes âgées participantes à ce voyage de bénéficier des aides octroyées par l'Agence Nationale Chèques Vacances (ANCV). Il s'agit plus particulièrement de toucher des personnes âgées qui en sont exclues ou éloignées pour des raisons économiques, psychologiques, sociales ou liées à leur état de dépendance ou de handicap. Ce programme est également accessible aux personnes répondant aux critères d'éligibilité définis dans la convention conclue entre l'ANCV et l'organisme organisateur du voyage.

- Sont éligibles au programme les personnes de plus de 60 ans au moment du séjour ou de plus de 55 ans lorsqu'elles sont en situation de handicap, retraitées ou sans activité professionnelle.
- Sont éligibles à l'aide financière, les personnes dont le revenu net imposable est inférieur à un montant défini en fonction du nombre de parts du foyer fiscal.

La destination, toujours en France, varie chaque année alternant mer, océan, montagne ou campagne.

En 2021, 79 % des votants ont choisi la destination de la côte varoise à Issambres. 23 seniors sont partis. Le groupe était composé de 20 femmes et 3 hommes, dont 3 couples et 15 personnes seules. La moyenne d'âge était de 77 ans.

Les participants (adhérents du Centre Social, les résidents de la Résidence Autonomie Francis Barousse et toute autre personne ramonvilloise intéressée par le voyage) sont sollicités par le Centre Social – via le programme – pour se prononcer, en ligne ou par courrier, sur leur choix de destination et de date.

Le projet est porté par l'animatrice Senior du Centre Social et de la Résidence Autonomie, qui est également l'accompagnatrice du voyage, avec l'un des personnels du Centre Social.

Le tarif du séjour est le suivant pour un séjour de 5 jours / 4 nuits : 343 €.

Afin de permettre la réalisation de ce projet en 2022, le partenariat avec l'ANCV doit être formalisé par le biais d'une convention conclue avec la ville de Ramonville.

Ce document a pour objectif de définir les engagements respectifs de chacune des parties dans le cadre du programme *Seniors en Vacances*.

Afin de soutenir la réalisation du voyage annuel, l'ANCV attribuera donc, sous forme de subvention, aux professionnels du tourisme et des loisirs, une aide financière de 50% du prix TTC du séjour avec un montant maximum de 150 euros/personne, et dans la limite de 2 700 €, (soit 18 bénéficiaires au total), permettant au Centre Social *Couleurs et Rencontres* de faire bénéficier de l'aide financière à une partie des participants.

A titre d'exemple, en 2021, 14 personnes sur les 23 partants au séjour ont bénéficié de l'aide ANCV.

La convention prend effet à compter de la date de notification au porteur de projet et s'achève au 31 décembre de l'année de référence.

Décision

Le conseil municipal, après en avoir délibéré par 29 Voix POUR et 1 Voix CONTRE (Mme MARY) :

- APPROUVE les termes de la convention de partenariat à conclure avec l'ANCV et de la convention d'accueil à conclure avec l'établissement hôtelier, tels que présentés ;
- AUTORISE Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer lesdites conventions ou tout autre document lié à l'exécution de la présente délibération.

15

DÉSAFFECTATION, DÉCLASSEMENT DU DOMAINE PUBLIC ET CESSIION DES PARCELLES CADASTRÉES SECTION AP 65 ET 69 SITUÉES AU 3 RUE DE CATALOGNE (Délibération n°2022/JUIN/90)

Rapporteur : M. PASSERIEU

Exposé des motifs

La commune de Ramonville Saint-Agne est propriétaire d'un terrain occupé par un ancien local technique, situé au 3 rue de Catalogne et cadastré section AP numéros 65 et 69.

Il s'agit d'un bâti désaffecté de 75 m², sur un terrain avec emprise à céder d'une surface de 400 m². La pointe sud de la parcelle AP 69 ayant fait l'objet de l'aménagement d'un accès à la parcelle voisine AP 68, la parcelle AP 69 fera l'objet d'un découpage et le foncier correspondant à l'accès privatisé sera cédé pour régularisation par ailleurs.

Dans le cadre de la gestion du patrimoine communal, il a été projeté que ce bien immobilier soit commercialisé sous forme d'enchères citoyennes organisées par la société AgoraStore, pour une vente de gré à gré.

Compte tenu de leur ancienne affectation, les parcelles de ce bien immobilier sont réputées dépendre du domaine public de la commune. Le bâtiment étant entièrement désaffecté depuis plusieurs années, le foncier sera à usage privatif de son propriétaire et il y a lieu de prononcer sa désaffectation et son déclassement du domaine public aux fins de cession.

Le bien a été mis en vente au prix de 105 000 Euros, frais d'agence inclus. Au terme de la commercialisation organisée par AgoraStore, et après analyse des offres de candidatures à l'achat, **il est proposé de retenir celle émise par Mr et Mme Labaune au prix net vendeur de 136 116 € Euros.**

Conformément à l'article L.2241-9 du CGCT, l'avis de l'autorité compétente de l'État est requis pour la cession des terrains communaux. Un avis France Domaine a donc été préalablement obtenu le 22/12/2021 sous la référence 2021-31446-84916, la valeur vénale des parcelles étant estimée à 100 000 € HT.

Cette formalité accomplie dans le respect du Code précité, la vente peut donc être réalisée.

Décision

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2241-9 CGCT ;
- VU le Code général de la propriété des personnes publiques ;
- VU le Code de l'urbanisme ;
- VU le Plan Local d'Urbanisme en vigueur ;

- VU l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'État daté du 22 décembre 2021 ci-annexé ;
- VU l'offre unilatérale d'achat établie par la société Agorastore ci-annexée ;
- VU le plan de délimitation de propriété en date du 19/04/2022 établi par Géomètres-experts ci-annexé ;

Le conseil municipal, après en avoir délibéré par 29 Voix POUR et 1 Voix CONTRE (Mme MARY) :

- **CONSTATE** la désaffectation du domaine public communal des parcelles cadastrales AP 65 et 69 sise 3 rue de Catalogne 31520 Ramonville Saint-Agne ;
- **DÉCLASSE** du domaine public communal lesdites parcelles ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire, ou son représentant, à procéder à la régularisation de ces parcelles par tous moyens ;
- **ACTE** la vente des parcelles cadastrales AP 65 et 69 (partielle) sise 3 rue de Catalogne 31520 Ramonville Saint-Agne et du bien immobilier bâti sur l'emprise au prix net vendeur de 136 116 € Euros au profit de Mr et Mme Labaune ou de toute société qu'il substituera ;
- **AUTORISE** Monsieur Le Maire, ou son représentant, à signer l'acte authentique de vente à venir ainsi que tout acte lié à l'exécution de la présente délibération et à réaliser les formalités afférentes.

16

CESSION (PARTIELLE) DE LA PARCELLE CADASTRÉE SECTION 69 SITUÉE AU 3 RUE DE CATALOGNE CORRESPONDANT À L'ACCÈS EXISTANT (Délibération n°2022/JUIN/91)

Rapporteur : M. PASSERIEU

Exposé des motifs

La commune de Ramonville Saint-Agne est propriétaire de la parcelle section AP numéro 69, située au n°3 rue de Catalogne, qu'elle a commercialisé avec la parcelle section AP 65 sous forme d'enchères citoyennes organisées par la société AgoraStore pour une vente de gré à gré.

Sur cette parcelle AP 69, l'accès à la parcelle voisine AP 68 a été aménagé et privatisé **sur une emprise de 14 m². Il convient de régulariser la domanialité de cet accès.**

Le propriétaire de la parcelle AP 68, Mr Vergne, ayant donné son accord pour acquérir la partie de la parcelle AP 69 correspondant à l'accès de sa maison située sur la parcelle AP 68 pour un montant de 4 000 €, il proposé de procéder à la cession de ce foncier pour régularisation.

Conformément à l'article L.2241-9 du CGCT, l'avis de l'autorité compétente de l'État est requis pour la cession des terrains communaux. Il est rappelé qu'un avis France Domaine a donc été préalablement obtenu le 22/12/2021 sous la référence 2021-31446-84916, la valeur vénale (des parcelles AP 65 et AP 69) étant estimée à 100 000 € HT.

Cette formalité accomplie dans le respect du Code précité, la vente peut donc être réalisée.

Décision

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2241-9 CGCT ;
- VU le Code général de la propriété des personnes publiques ;
- VU le Code de l'urbanisme ;
- VU le Plan Local d'Urbanisme en vigueur ;
- VU l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'État daté du 22 décembre 2021 ci-annexé ;
- VU le plan de délimitation de propriété en date du 19/04/2022 établi par Géomètres-experts ci-annexé ;
- VU la délibération n° 2022/JUIN/90 en date du 30 juin 2022 et intitulée « désaffectation, déclassement du domaine public et cession des parcelles cadastrées section ap 65 et 69 situées 3 rue de Catalogne »,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré par 29 Voix POUR et 1 Voix CONTRE (Mme MARY) :

- AUTORISE Monsieur le Maire, ou son représentant, à procéder à la régularisation de ces parcelles par tous moyens ;
- ACTE la vente d'une partie de la parcelle cadastrale AP 69 (14 m²) sise 3 rue de Catalogne 31520 Ramonville Saint-Agne correspondant à l'accès de la parcelle AP 68 au prix de 4 000 € au profit de Mr Vergne ou de toute société qu'il substituera ;
- AUTORISE Monsieur Le Maire, ou son représentant, à signer l'acte authentique de vente à venir ainsi que tout acte lié à l'exécution de la présente délibération et à réaliser les formalités afférentes.

17

CONVENTION A CONCLURE AVEC LE SICOVAL ET LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL POUR L'AMÉNAGEMENT D'UNE PISTE CYCLABLE CHEMIN DE NEGRET (Délibération n°2022/JUIN/92)

Rapporteur : M. LE MAIRE

Exposé des motifs

La commune souhaite développer son réseau cyclable pour favoriser l'usage des modes doux.

Le schéma directeur cyclable porté par le Sicoval inclut à ce titre le projet d'aménagement d'une piste cyclable sur le chemin de Négret qui connecte Ramonville Saint-Agne à Auzeville.

Les travaux prévus portent sur la création d'une piste bi-directionnelle sur l'emprise de la route départementale n°35G (du PR 0+150 au PR 0+300) sur le territoire de la Commune et sur celui d'Auzeville-Tolosane en continuité.

Ces travaux doivent être réalisés sur le domaine public routier départemental, ce qui nécessite au préalable l'accord du conseil départemental pour autoriser la réalisation d'une piste cyclable hors chaussée.

La commune envisage de confier à la Communauté d'Agglomération du Sicoval la maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre de l'opération sur son territoire.

Il convient donc de conclure une convention tripartite Conseil Départemental/Sicoval/Commune par

laquelle :

- la commune confie au Sicoval la charge d'accomplir pour elle l'aménagement d'une piste cyclable sur l'emprise de la route départementale n°35G,
- le Conseil départemental autorise le Sicoval à réaliser cet aménagement sur son domaine public routier.

Ladite convention définit les conditions administratives, techniques, et financières liées à l'autorisation de travaux et leur délégation au Sicoval, ainsi que les modalités d'entretien ultérieur des aménagements réalisés sur le domaine public routier départemental par la Commune.

Le Sicoval assurera l'avancement de tous frais afférents aux travaux susvisés, dont le montant total est évalué à la date de signature de la présente convention à :

Montant H.T. : 160 000 euros
T.V.A. : 32 000 euros
Montant T.T.C. : 192 000 euros

Le Sicoval sollicite des subventions Etat/région et Conseil Départemental pour ce projet qui viendront en déduction du coût total de l'opération.

Dans le cadre de son schéma directeur cyclable, le Sicoval finance 75% du reste à charge du coût des travaux, après déduction d'éventuelles subventions perçues au titre des travaux objets de la présente.

La commune prendra à sa charge et versera au Sicoval le solde des dépenses engagées. Le montant prévisionnel financé sur le budget d'investissement communal n'excédera pas 72 000€ TTC, le FCTVA généré par l'opération bénéficiant intégralement à la commune.

Décision

Le conseil municipal, après en avoir délibéré par 29 Voix POUR et 1 Voix CONTRE (Mme MARY) :

- **APPROUVE les termes de la convention tripartite d'autorisation et de travaux à conclure avec le Conseil Départemental de Haute-Garonne et la Communauté d'Agglomération du Sicoval pour l'aménagement d'une piste cyclable chemin de Négret, tels que présentés ;**
- **AUTORISE Monsieur le Maire, ou son représentant à signer ladite convention ou tout document lié à l'exécution de la présente délibération et à réaliser les formalités afférentes ;**
- **PRÉCISE que les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal 2022 en section investissement.**

18

**CRÉATION D'UN GIE ENTRE LES ENTREPRISES PUBLIQUES LOCALES DU SICOVAL
(VALCOSEM, LA SPL ENOVA AMÉNAGEMENT ET LA SPL ENOVA ÉVÈNEMENTS)
(Délibération n°2022/JUIN/93)**

Rapporteur : M. LE MAIRE

Exposé des motifs

Les entreprises publiques locales (EPL) sont au cœur de l'évolution du modèle d'organisation que connaît le secteur public local pour adapter les territoires à l'émergence de nouveaux besoins et l'exigence croissante des populations.

Les EPL sont considérées comme des bras armés pour la collectivité dans des domaines d'intervention (aménagement, énergie, événementiel...) qui nécessitent une spécialisation des compétences, une grande

réactivité et une plus grande association des acteurs du territoire, dont le secteur privé afin de partager les risques et bénéficier d'un effet levier dans le financement des politiques publiques.

Afin d'encadrer et d'optimiser la mutualisation de moyens matériels et humains des entreprises publiques locales du territoire, il est envisagé la création d'un Groupement d'Intérêt Economique (GIE) constitué entre :

- la Société d'économie mixte locale VALCOSEM,
- la Société publique locale Enova Evènements,
- la Société publique locale Enova Aménagement, dont la commune de Ramonville Saint-Agne est actionnaire et administrateur.

A terme, il est souhaité que la Communauté d'agglomération Sicoval, collectivité actionnaire majoritaire de ces entreprises publiques locales, puisse également y adhérer. Des démarches sont engagées en ce sens auprès des services de l'Etat.

L'objet de la présente délibération est d'approuver l'adhésion au GIE de la SPL Enova Aménagement dont la commune est actionnaire et administrateur.

Il est rappelé que l'objet d'un GIE est de faciliter ou de développer l'activité économique de ses membres, d'améliorer ou d'accroître les résultats de cette activité. Il n'est pas de réaliser des bénéfices pour lui-même (art. L. 251-1 du code de commerce).

Son activité doit se rattacher à l'activité économique de ses membres et ne peut avoir qu'un caractère auxiliaire par rapport à celle-ci.

En l'occurrence, le GIE dont la constitution est envisagée entre VALCOSEM, la SPL Enova Aménagement et la SPL Enova Evènements aura pour objet de :

- mettre en commun toutes ressources fonctionnelles et opérationnelles susceptibles d'être mutualisées, de type service administratif, finances, comptabilité, assistance de direction, ressources humaines (assistance au recrutement, préparation des fiches de paie, plans de formations, etc.), accueil, service juridique et commande publique, informatique, communication et marketing, promotion du territoire, recherche et qualité, services techniques, expertise spécialisée en notamment en matière d'énergie, environnement, urbanisme, architecture, gestion du patrimoine bâti, etc. ;
- mettre en commun des moyens de production, bureaux, standard téléphonique, outils informatiques véhicules, et autres outils et ressources mutualisables permettant la réalisation de l'activité de ses membres ;
- assurer des études et des prestations de services pour le compte exclusif de ses membres et dans le prolongement de leur activité économique, en vue de favoriser leur développement ;
- mettre au point et optimiser des procédures communes ;
- procéder dans le cadre d'un mandat d'un ou plusieurs de ses membres, au lancement des procédures de passation des marchés répondant à leurs besoins, et le cas échéant, à la signature des marchés et au suivi de leur exécution ;
- procéder en tant que coordonnateur/mandataire de Groupements d'achats constitués avec un ou plusieurs membres du GIE au lancement des procédures de passation des « marchés supports » ou de marchés spécifiques répondant aux besoins de ses membres et à ses propres besoins, à la signature des marchés et le cas échéant au suivi de leur exécution ;
- assister, le cas, échéant chacun de ses membres dans la passation des marchés répondant à leurs besoins ;
- assurer la gestion technique et administrative de biens immobiliers bâtis.

Ces prestations seraient réalisées « à la carte » en fonction des besoins de chacun des membres et formalisées dans le cadre d'une convention de prestations de services entre le GIE et chacun des membres.

Outre la réalisation d'économies d'échelle, la création de ce GIE permettrait de :

- répondre au besoin de flexibilité de ses membres ;
- sécuriser juridiquement la mutualisation des moyens humains et matériels ;
- mutualiser de collaborateurs fidélisés et qualifiés y compris sur des domaines de compétences spécifiques ;
- d'enrichir le parcours professionnel des collaborateurs, les différentes expériences et la confrontation à des environnements de travail diversifiés favorisant l'acquisition de compétences transversales.

Ses membres exerceraient sur le groupement un contrôle analogue à celui exercé sur leurs propres services dans le cadre d'une administration collective, ce qui leur permettrait de bénéficier de l'exception « in house », sans mise en concurrence, pour leur relation contractuelle avec le groupement et de contrôler la responsabilité financière qui résulterait de l'activité du groupement.

Pour ce faire :

- l'adhésion au GIE sera réservée aux seuls pouvoirs adjudicateurs ;
- le GIE interviendra exclusivement pour le compte de ses membres ;
- le GIE sera constitué sans capital ;
- Ses membres exerceront une influence déterminante sur les objectifs stratégiques et sur les décisions importantes du GIE en participant à son administration (mise en place d'une coadministration dans le cadre d'un conseil d'administration) en plus d'être représentés à l'assemblée générale.

Il est envisagé de soumettre à l'Assemblée Générale constitutive du GIE la désignation, en tant que membres du Conseil d'administration du Groupement :

- pour VALCOSEM, son Président Directeur Général ;
- pour la SPL ENOVA Aménagement, son Président Directeur Général ;
- pour la SPL ENOVA Evènements, son Président Directeur Général ;
- le Directeur Général Délégué des trois entreprises publiques locales membres du GIE.

Conformément aux dispositions de l'article L. 1524-5 du code général des collectivités territoriales dans sa rédaction en vigueur à compter du 1^{er} août 2022, il est proposé au Conseil municipal d'approuver l'adhésion de la SPL Enova Aménagement au groupement d'intérêt économique ci-avant présenté à constituer avec la SPL Enova Evènements et VALCOSEM.

Décision

- **VU l'article L. 1524-5 du Code général des collectivités territoriales ;**
- **VU les articles L. 251-1 du code de commerce ;**
- **VU le rapport de présenté ;**

Le conseil municipal, après en avoir délibéré par 29 Voix POUR et 1 Voix CONTRE (Mme MARY) :

Sous la condition suspensive de l'approbation par les Conseils d'administrations de VALCOSEM, d'Enova Aménagement et Enova Evènements de leur adhésion au Groupement d'intérêt économique :

- **APPROUVE l'adhésion de la SPL Enova Aménagement au groupement d'intérêt économique à constituer avec la SPL Enova Evènements et VALCOSEM selon les modalités ci-avant présentées ;**

➤ AUTORISE Monsieur Le Maire, ou son représentant, à prendre toutes les dispositions et à signer tout acte afférent à ce dossier.

19

CRÉATION-SUPPRESSION D'UN POSTE D'AGENT D'ACCUEIL/OFFICIER D'ÉTAT CIVIL **(Délibération n°2022/JUIN/94)**

Rapporteur : M. LE MAIRE

Contexte

Conformément à l'article L 313-1 du Code Général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité.

Il appartient donc au conseil municipal de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Exposé des motifs

Considérant la future mutation de l'agent, Adjoint administratif territorial principal 1^{ère} classe, qui assure les fonctions d'agent d'accueil et d'officier d'état civil au sein du guichet unique ;

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'assurer son remplacement ;

Considérant les missions du poste :

- Accueil physique et téléphonique,
- Instruction des différentes démarches d'état civil,

Considérant les missions du poste, il s'avère nécessaire d'élargir les possibilités de recrutement en créant le poste sur le cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux,

Décision

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU le Code général de la fonction publique ;
- VU le décret n°88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;
- VU le décret n°2019-1414 du 19 décembre 2019 relatif à la procédure de recrutement pour pourvoir les emplois permanents de la fonction publique ouverts aux agents contractuels ;
- VU le Décret n° 2006-1690 du 22 décembre 2006 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des Adjoints administratifs territoriaux ;
- VU le tableau des effectifs de la collectivité ;

Le conseil municipal, après en avoir délibéré par 29 Voix POUR et 1 Voix CONTRE (Mme MARY) :

➤ CRÉE, le poste suivant :

CADRE D'EMPLOIS	NOMBRE	FILIÈRE	CATÉGORIE	QUOTITÉ	MOTIF
Adjoints administratifs territoriaux	1	Administrative	C	35/35 ^{ème}	Recrutement

➤ PROCÈDE, parallèlement à cette création de poste, à la suppression du poste suivant :

GRADE	NOMBRE	FILIÈRE	CATÉGORIE	QUOTITÉ	MOTIF
Adjoint administratif principal 1 ^{ière} classe	1	Administrative	C	35/35 ^{ème}	Modification du poste suite à mutation

➤ PRÉCISE qu'en cas de recrutement infructueux de fonctionnaires, ces emplois pourraient être occupés par des agents contractuels de droit public recrutés à durée déterminée pour une durée maximale d'un an en application de l'article L. 332-14 du Code général de la fonction publique. La durée des contrats pourra être prolongée, dans la limite d'une durée totale de 2 ans, dans le respect des dispositions réglementaires.

➤ PRÉCISE que le tableau des effectifs est modifié en conséquence,

➤ INDIQUE que les crédits correspondants sont inscrits au chapitre 12 du budget principal.

20

REMPLACEMENT D'UN REPRÉSENTANT DE LA COMMUNE AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'ASSOCIATION ARTO **(Délibération n°2022/JUIN/95)**

Rapporteur : M. LE MAIRE

Exposé des motifs

Par délibération n°2020/JUIL/63 en date du 9 juillet 2020, le Conseil Municipal avait désigné ses représentants au sein conseil d'administration de l'Association ramonvilloise pour le théâtre ouvert dite « ARTO ».

Par ailleurs, le 30 septembre dernier et suite à démission du Conseil municipal de Mme CHIOCCA, Mme TACHOIRES avait été désignée en remplacement par délibération 2021/OCT/104.

Pour mémoire la commune dispose de 6 sièges (4 pour la majorité et 2 pour l'opposition) sur un total de 15.

Aujourd'hui, il est proposé une modification concernant la représentation des élus de la majorité qui vise à désigner Mme Christine AROD en lieu et place de M. Karim BAAZIZI.

Les représentants de la Mairie, outre M. le Maire ou son représentant, seraient donc les 5 conseiller(ère)s municipaux(ales) suivants :

- Marie-Laurence BIGARD
- Claude GRIET
- Christine AROD
- Laure TACHOIRES
- Sylvie BROT

Conformément aux dispositions de l'article L. 2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, la désignation des membres du conseil municipal appelés à siéger dans des instances doit être effectuée au

scrutin secret. Le conseil municipal peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder à des nominations au scrutin secret, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin.

Décision

Le conseil municipal, après en avoir délibéré par 29 Voix POUR et 1 Voix CONTRE (Mme MARY) :

- DÉCIDE de ne pas procéder au scrutin secret pour la désignation précitée, et ce, en application de l'article L 2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- DÉSIGNE Mme Christine AROD en remplacement de M. Karim BAAZIZI au sein du conseil d'administration de l'association ARTO ;
- CHARGE M. le Maire, ou son représentant, de transmettre la présente délibération à l'association ARTO.

21

RELEVÉ DES DÉCISIONS PRISES PAR LE MAIRE EN VERTU DES DÉLÉGATIONS QUI LUI ONT ÉTÉ CONSENTIES PAR LE CONSEIL MUNICIPAL

Rapporteur : M. LE MAIRE

Exposé des motifs

Conformément aux dispositions de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), le Conseil Municipal est informé des décisions prises en application de l'article L. 2122-22 du même code et des délégations consenties au Maire par délibération de l'Assemblée Délibérante n°2022/FEV/06 en date du 17 février 2022 et n°2022/MAI/76 en date du 19 mai 2022.

Relevé de l'Information

Le Conseil Municipal prendra acte du relevé des décisions exposé tel qu'il suit :

Nature	Titre	Objet	Date de signature	Montant HT Montant TTC	Effet/Durée	Nom de l'attributaire / signataire / bénéficiaire Adresse	Autres précisions utiles
Commande Publique							
Marché public	Accord cadre à bons de commandes	Fournitures scolaires 2 Lots (1 fournitures scolaires et 2 manuels et romans)	19 mai 2022	LOT 1 : maximum 45 000 € HT LOT 2 : maximum 10 000 € HT	4 ans à compter de la notification	Lot 1 LACOSTE 84250 LE THOR Lot 2 PICHON PAPETERIE 42340 VEAUCHE	
Avenant N°2	Prix forfaitaire	AMO place Jean Jaurès	30 mai 2022	5 635€ HT		D'UNE VILLE À L'AUTRE 2 avenue de Lombez 31300 TOULOUSE	Dans le cadre des études de programmation, un prolongement des études sur la phase 2 des scénarii a été demandée au co-traitant (LULI) du groupement titulaire du marché, ainsi que l'intégration de 4 réunions supplémentaires ainsi que le temps nécessaire

							à la préparation et réflexion autour de l'approfondissement des scénarii.
--	--	--	--	--	--	--	---

Avenant N°1 à la convention	Prix redevance	Stationnement pro location de kayaks et paddles	19 mai 2022		Fin en octobre 2022	OPHILDELO D500, 31520 Ramonville-Saint-Agne	Avenant correctif dans un article sur la durée de la convention (toujours 4 ans) et mise à jour du montant de la redevance (fixée à 450 €/mois)
Protocole transactionnel	Prix forfaitaire	Marché électricité	30 mai 2022	15 686,69€ HT	Fin 30 juin 2022	LA SAVE 148 route de la Reine à Boulogne Billancourt 92100	Théorie de l'imprévision prix du MKW 40 € à 115 €
Accord cadre à Marchés subséquents	Prix unitaire	Marché de biogaz	09 juin 2022	-	31 décembre 2025	3 titulaires pour l'accord cadre EDF ENGIE GAZ DE BORDEAUX	La remise en concurrence pour avoir 1 seul titulaire pour le marché subséquent est en cours réception des offres le 16/06/22 à 12h

Mandats pour des cessions et locations

Convention	Mandat simple de recherche de locataire	Bail précaire 2 ans pour le local d'activité rue Claude Chappe 2060 m²	25 février 2022	15 % du loyer annuel HC à la charge du mandant	3 mois renouvelable jusqu'au 06/02/25 au plus tard	ADE IMMO PRO 4 chemin du Chapitre bat C - 31100 Toulouse	Mandat n°2022-3913
Convention	Mandat simple de recherche de locataire	Bail précaire 2 ans pour le local d'activité rue Claude Chappe 2060 m²	25 février 2022	15 % du loyer annuel HC à la charge du mandant	3 mois renouvelable jusqu'au 06/02/25 au plus tard	FRANCE TRANSACTIONS Professionnels 66 rue de la Pomme 31000 à Toulouse	Mandat n°25-22
Convention	Mandat simple de recherche de locataire	Bail précaire 2 ans pour le local d'activité rue Claude Chappe 2060 m²	25 février 2022	15 % du loyer annuel HC à la charge du mandant	3 mois renouvelable jusqu'au 31/01/23 au plus tard	KEOPS 33 avenue Crampel 31400 Toulouse	Mandat n°2488
Convention	Mandat de vente de biens en utilisant une solution en ligne de mise aux enchères	Biens immobiliers : 5 avenue Latécoère 3 chemin de halage 3 rue de Catalogne Fonciers:rue des Ormes, rue du Levant et chemin de l'Amandier	16 décembre 2021	8,5 % pour une mise à prix <150 000 euros 7,5 % pour une mise à prix <300 000 euros	3 mois renouvelable sans pouvoir excéder 1 an	AgoraStore SAS 20 rue Voltaire 93100 MONTREUIL	Mandat exclusif
Convention	Mandat simple de recherche de locataire	Bail précaire 2 ans pour le local d'activité rue Claude Chappe 2060m2	25 février 2022	15 % du loyer annuel HC à la charge du mandant	3 mois renouvelable jusqu'au 06/02/25 au plus tard	ADE IMMO PRO 4 chemin du Chapitre batC 31100 Toulouse	Mandat n°2022-3913
Convention	Mandat simple de recherche de locataire	Bail précaire 2 ans pour le local d'activité rue Claude Chappe 2060m2	25 février 2022	15 % du loyer annuel HC à la charge du mandant	3 mois renouvelable jusqu'au 06/02/25 au plus tard	FRANCE TRANSACTIONS Professionnels 66 rue de la Pomme 31000 à Toulouse	Mandat n°25-22

22

QUESTIONS DIVERSES

Sans objet



M. LE MAIRE indique que l'ordre du jour du conseil municipal du 30 juin est épuisé.
Il déclare la séance close à vingt-deux heures dix.

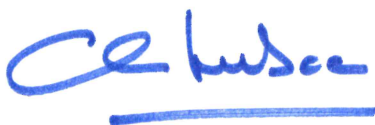
Feuillet de clôture

Séance du Conseil Municipal du 30 JUIN 2022

Délibérations étudiées : n°2022/JUIN/77 à n°2022/JUIN/95

- 2022/JUIN/77 : Renouvellement du Projet Éducatif de Territoire années 2022-2025
- 2022/JUIN/78 : Travaux de rénovation, extension et restructuration, du groupe scolaire Jean Jaurès : Programme
- 2022/JUIN/79 : Principe de prise en régie directe de la ludothèque par la commune
- 2022/JUIN/80 : Convention avec l'association HAMAP humanitaire pour l'assistance à maîtrise d'ouvrage et l'aide au pilotage de la coopération décentralisée engagée par la commune sur la période 2022-2025
- 2022/JUIN/81 : Convention triennale de coopération décentralisée à conclure avec la commune avec de Melloulèche en Tunisie
- 2022/JUIN/82 : Versement de subvention à l'association HAMAP humanitaire dans le cadre de la Coopération décentralisée avec la commune de Melloulèche
- 2022/JUIN/83 : Adhésion à l'association Cités Unies France (CUF)
- 2022/JUIN/84 : Adhésion au réseau francophone des villes amies des aînés (RFVAA)
- 2022/JUIN/85 : Attribution de compensation 2022
- 2022/JUIN/86 : Décision modificative n°1 du budget principal 2022
- 2022/JUIN/87 : Fixation des tarifs municipaux 2022/2023
- 2022/JUIN/88 : Garantie d'emprunt à la SA HLM les Chalets pour un prêt destiné au financement de l'opération de la construction de 16 logements situés rue Victor Hugo, « Florales 3 » à Ramonville Saint-Agne
- 2022/JUIN/89 : Centre social : Organisation du voyage senior 2022 – Établissement des conventions avec l'ANCV et l'organisme chargé de l'hébergement
- 2022/JUIN/90 : Désaffectation, Déclassement du domaine public et cession des parcelles cadastrées section AP 65 et 69 situées au 3 rue de catalogne
- 2022/JUIN/91 : Cession (partielle) de la parcelle cadastrée section AP 69 située au 3 rue de catalogne correspondant à l'accès existant
- 2022/JUIN/92 : Convention à conclure avec le Sicoval et le Conseil départemental pour l'aménagement d'une piste cyclable chemin de Negret
- 2022/JUIN/93 : Création d'un GIE entre les entreprises publiques locales du Sicoval (VALCOSEM, la SPL Enova Aménagement et la SPL Enova Evènements)
- 2022/JUIN/94 : Création-suppression d'un poste d'agent d'accueil/officier d'état civil
- 2022/JUIN/95 : Remplacement d'un représentant de la commune au sein du conseil d'administration de l'association ARTO

Le Maire
Christophe LUBAC



Le secrétaire de séance
Pablo ARCE

